

# ***l'Anti*capitaliste**

n°245 | 5 juin 2014 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

**25 ANS DE POLITIQUE  
ANTISOCIALE = 25 % POUR  
LE FRONT NATIONAL**

**STÜPPÖNS  
l'offensive  
PS-MEDEF!**

## **Dossier**

***Il y a 25 ans, le massacre  
de Tian'anmen...***

**Pages 6 et 7**



## **ÉDITO**

**Ici aussi, "Podemos", nous  
pouvons! Page 2**

## **PREMIER PLAN**

**Égypte: un président mal élu  
et fragile Page 2**

## **ACTU POLITIQUE**

**Extrême droite: grandes  
manœuvres européennes Page 4**

## **LIBRE EXPRESSION**

**Entretien avec Gilles Perrault  
Page 12**



M 04249 - 245 - F: 1,20 €



Par ROSELINE VACHETTA

## Ici aussi, "Podemos", nous pouvons!

Le roi Juan Carlos I<sup>er</sup> a donc abdicé au profit de son fils, Felipe VI, « né pour régner »! Descendant direct de Louis XIV, choisi par Franco, Juan Carlos devient à la mort de ce dernier celui qui va enterrer la dictature, instituant sous la houlette de la monarchie une forme de démocratie libérale qui reconnaît les partis et nomme un chef de gouvernement qui organise les élections. Contrairement à l'image de père bienveillant du peuple qu'il cultive, le roi et les différents gouvernements réalisent la transition démocratique au service des intérêts d'une classe qui rêve, comme toutes les bourgeoisies européennes, d'augmenter ses profits, quelque soit le prix à payer pour la grande majorité des Espagnols. Après 38 ans de règne, cette monarchie usée, discréditée par les scandales financiers, la corruption, les mensonges, l'étalage de richesses, ne fait plus rêver et apparaît de plus en plus pour ce qu'elle est : parasitaire et illégitime. Elle est rejetée par ceux et celles qui paient chèrement la crise du système, accablés par les politiques d'austérité : blocage des salaires, fermeture de services publics, expulsions des logements, chômage de masse qui touche un jeune sur deux... Et le ravalement de façade que représente le nouveau monarque n'y changera rien. Après les énormes manifestations, notamment « les marches de la dignité » en mars, la défaite des partis de gouvernements aux élections européennes, le PP de droite et le PSOE de « gauche », est sans appel : ils ont perdu ensemble plus de 5 millions de voix. Effectuant une percée remarquable dans ces élections, « Podemos » apparaît comme la traduction politique du mouvement 15M des Indignés : un débouché politique pour les mouvements sociaux dans lequel les révolutionnaires prennent toute leur place. Dès l'annonce de l'abdication du monarque, des milliers de manifestantEs se sont précipités dans les rues. Ils exigent la fin de la monarchie et du bipartisme, et revendiquent un processus constituant qui donne enfin naissance à une République sociale au service de toutes et tous, une République sociale qui mettent en œuvre, sous le contrôle et avec les comités de base, les revendications portées par les mouvements sociaux espagnols. Nous saluons ces manifestations, et nous aussi, comme en Espagne : « Podemos »!

## BIEN DIT

*L'abdication du roi est une nouvelle tentative de laver la face du régime qui vacille de plus en plus [...]. Mais ne nous laissons pas embobiner : nous ne voulons pas d'un changement cosmétique. Nous voulons ouvrir un processus constituant par en-bas, à travers lequel les personnes peuvent décider, nous voulons la démocratie [...]. Descendons dans les rues pour défendre nos droits et nos vies! Qu'on les dégage tous!*

TERESA RODRÍGUEZ, nouvelle députée européenne de Podemos dans l'État espagnol, militante de Izquierda anticapitalista, le lundi 2 juin 2014.

## À la Une

# Stoppons l'offensive PS-Medef!

« Du noir surgit la lumière. C'est-à-dire qu'il est possible, toujours, de croire en la France, en cette fierté de la France » a cru bon de s'exclamer Hollande à Rodez lors de l'inauguration d'un musée...

Je entendais ainsi dénoncer le Front national... et, comme lui, nous chanter le même nationalisme qui voudrait nous faire croire que nous sommes tous, « l'artiste, l'entrepreneur, l'ouvrier, l'acteur politique », embarqués dans la même galère. Un mensonge qui voudrait nous faire accepter sa politique entièrement vouée au patronat, aux classes dominantes.

**Fuite en avant au service du Medef**  
Hollande, le gouvernement, le PS ou l'UMP, tous aujourd'hui s'inquiètent, s'indignent, dénoncent le Front national et ses électeurs. Ils ont trouvé pires qu'eux, plus démagogues encore, pour tenter de faire oublier qu'ils sont les premiers responsables de la montée des idées réactionnaires, les Valls, les Copé, les Sarkozy qui flattent nationalisme et racisme pour détourner le mécontentement populaire que suscite leur action. Hollande et Valls continuent de mettre en œuvre la même politique que Sarkozy-Fillon, la règle d'or de l'austérité, la baisse du coût du travail, les cadeaux au patronat et aux riches. C'est bien cette offensive sociale et politique contre les travailleurs et les classes populaires qui fait le lit du FN. Et Hollande comme ses ministres s'empressent de rassurer leurs commanditaires : ils assument le discrédit, l'impopularité, liquident le PS. Qu'importe, ils accentuent les attaques.

### Une logique dangereuse, une menace

Le chômage s'aggrave de mois en mois, et le ministre du Travail ne trouve pas mieux que d'annoncer

qu'il va suspendre pour trois ans les seuils sociaux, l'obligation aux entreprises de garantir au-dessus de 10 ou 50 salariés des droits sociaux comme les comités d'entreprises. Pour enrayer le chômage dit-il. Il

à une dégradation constante de la situation. Et le FN de Marine Le Pen n'a rien d'autre à proposer que de continuer : plus d'austérité avec en prime plus d'autoritarisme, plus de démagogie anti-immigré et raciste.

en protéger. Ou d'invoquer la République, cette république du fric et des affaires, de Cahuzac en passant par Copé...

La réponse, l'issue, ne pourra venir que de nous-mêmes, des travailleurs, de la jeunesse, de nos mobilisations et de nos luttes. Les jeunes qui sont descendus dans la rue contre le FN au lendemain des élections européennes ont eu raison. Tant mieux que la CGT appelle à une journée de grève et de manifestation le 26 juin avant la conférence sociale des 7 et 8 juillet et contre le FN. La CGT, la FSU, Solidaires, l'Unef et d'autres organisations étudiantes et lycéennes appellent à « s'organiser syndicalement, construire les mobilisations, lutter en partant des revendications des salariéEs, faire progresser la démocratie et gagner de nouveaux droits et conquêtes. [...] Une contre-offensive concrète de terrain, dans les lycées, les universités, les entreprises, les services publics, dans tous les territoires, est indispensable ».

Oui, la réponse ne peut venir que d'une contre-offensive du monde du travail et de la jeunesse, mais cette contre-offensive ne peut rester sur le terrain social. Elle prend un contenu politique contre le gouvernement et le patronat, en rupture avec le dialogue social, avec les forces politiques qui organisent la régression sociale. Une contre-offensive politique qui ose remettre en cause le pouvoir du patronat et des banques comme des partis qui les servent, par-delà les frontières, en lien avec les travailleurs de Grèce, d'Allemagne ou d'Espagne, quelles que soient leur origine et leur couleur de peau.

Yvan Lemaître



se fiche du monde. Ce n'est qu'une nouvelle attaque contre les droits des salariés, un recul demandé par le patronat mais qui ne créera pas d'emplois.

D'autant que les conséquences de la politique du gouvernement sont désastreuses. La Cour des comptes et le Haut Conseil des finances publiques (HCFP) viennent d'annoncer que, loin de se résorber, les déficits s'aggravent. Organisée par le gouvernement et le patronat, la régression sociale aboutit

Qui peut attendre autre chose de ces gens-là? Leur seul objectif est le pouvoir pour servir leurs intérêts et ceux du patronat, des riches en étouffant la démocratie, les libertés pour nous faire taire.

### Préparer la réponse du monde du travail

Il est tout aussi aveugle de croire que le FN pourrait faire autre chose qu'accroître les attaques contre les classes populaires, que de croire que le PS ou l'UMP pourrait nous

## ÉGYPTE

# Un président mal élu et fragile

Le maréchal Sissi recherchait un certain vernis démocratique pour asseoir sa légitimité face à ses bailleurs étrangers. Le résultat étant connu d'avance, le seul élément déterminant était le taux de participation...

Les semaines qui ont précédé l'élection ont été marquées par un matraquage effréné en faveur de Sissi. Le premier jour des élections, on a assisté à des mesures absolument grotesques en réaction à un taux de participation très faible. Ainsi on a annoncé lundi soir que le mardi serait jour de congé pour les institutions gouvernementales et privées. Résultat : des rues vides et des bureaux de vote

aussi déserts que la veille. La menace d'une amende pour les fonctionnaires n'ayant pas voté n'a manifestement pas suffi. Du coup, mardi, grande surprise, on annonce que les bureaux de vote seront ouverts jusqu'à 22 heures et que le vote sera prolongé au mercredi! Résultat des courses, des chiffres officiels manifestement truqués, impossibles à vérifier et auxquels personne ne croit : un taux d'abstention

de 52% (à comparer avec les 48% du deuxième tour des présidentielles précédentes), 93% des voix pour Sissi, 3% pour Sabbahi (nassérien de gauche) et 4% de votes nuls.

### Boycott des urnes

En fait, le public n'est pas dupe et se rend compte de la grossièreté de la manœuvre. Celles et ceux qui ne sont pas allés voter se fichent bien de ce que les médias entièrement inféodés aux

militaires ne cessent de seriner : « Ce sont des traîtres, ils sont vendus à l'étranger... ». Ils ont l'impression de se retrouver au temps de Sadate ou Moubarak. D'ailleurs, la multiplication des arrestations de militantEs révolutionnaires avant les élections, l'utilisation de la torture dans les prisons, l'attaque systématique de tout rassemblement des forces révolutionnaires, l'absence de débat et la prévisibilité du

scrutin l'indiquaient déjà. Le refus de beaucoup d'Égyptiens de voter s'explique par le boycott appelé à la fois par les Frères musulmans et des forces révolutionnaires. Celui-ci a été particulièrement efficace dans la jeunesse. Il s'explique aussi par la situation difficile à laquelle beaucoup ne voient pas d'issue. Les militaires sont bien là, vote ou pas, et ce sont eux qui décideront. La préoccupation principale

# Un monde à changer

**OPPRESSION DES FEMMES.** Une photo difficilement soutenable circule dans la presse et sur internet. On y voit deux adolescentes pendues à un arbre. Autour, des dizaines d'Indiens observent la scène qui se déroule à Katra, un village de l'État d'Uttar Pradesh, au nord de l'Inde. Les deux jeunes filles de 12 et 14 ans ont été sauvagement violées mercredi 29 mai. Ce sont deux cousines «dalits» (catégorie sociale également appelée «intouchables»). On ignore si les adolescentes ont ensuite été pendues par leurs violeurs ou si elles se sont données la mort. Un tel meurtre se situe au carrefour de plusieurs des problèmes qui déchirent l'Inde. La situation des femmes en général : on se souvient, il y a un an et demi, du viol collectif d'une étudiante de Delhi qui avait ensuite succombé à ses blessures. La situation des femmes intouchables en particulier : à leur situation de femmes s'ajoute l'impact de l'oppression sociale. «*Les hommes, surtout ceux qui appartiennent à une classe plus élevée, nous observent et nous*

*insultent*» a déclaré la tante de l'une des victimes.

Il y a aussi les circonstances de ces viols : les deux adolescentes ont été agressées alors qu'elles se rendaient dans un champ pour aller aux toilettes, dans l'obscurité. En effet, de nombreux villages indiens sont dépourvus de latrines, les villageoises attendent donc la tombée de la nuit pour aller dans la campagne loin des maisons. L'Unicef estime que près de 594 millions d'Indiens – soit presque la moitié de la population – doivent se soulager dans la nature. Un article du *Times of India* de février dernier cite la police d'un autre district de l'Uttar Pradesh : 95% des cas de viols et d'agressions ont lieu quand les femmes sortent pour répondre aux «*nécessités naturelles*». Au-delà de l'Inde, l'Unicef note : «*alors qu'une grande majorité de la population mondiale a accès à la téléphonie mobile, un tiers de l'humanité (2,5 milliards de personnes) n'a pas accès à un assainissement approprié, y compris des toilettes ou des latrines*».

## UMP Copé coulé, «*triumvirat*» et crise...

«*Le PS est laminé et c'est l'UMP qui se dissout!*», se lamente un militant cité le 29 mai par le Monde. Il était pourtant impossible aux dirigeants de droite de laisser en poste un Copé touché de plein fouet par les révélations de l'affaire Bygmalion.

Un scandale qui pourrait avoir des répercussions encore bien plus graves s'il était avéré que les fausses factures ont en réalité servi à couvrir et masquer un énorme dépassement des frais de campagne de Sarkozy, qui ne pouvait pas ne rien savoir...

La solution adoptée par une majorité des dirigeants de l'UMP a été de remplacer Copé – «*mon intégrité est totale*» – (tout le monde rigole...) par un «*triumvirat*» composé des trois anciens premiers ministres, Fillon, Juppé et Raffarin, chargé d'organiser un congrès au mois d'octobre. Mais elle a immédiatement suscité l'ire et l'opposition des dirigeants du courant «*la droite forte*», ainsi que des groupes sarkozystes Morano et Guéant (ce dernier tout juste sorti de garde à vue dans une autre affaire...). À tel point que dans un nouvel appel à «*l'unité*» publié le lundi 2 juin sur son blog, Juppé a conditionné sa participation à l'existence d'un «*consensus*».

Ces réactions sont certes liées aux intérêts des diverses écuries dans la «*guerre des chefs*» qui repart de plus belle, mais il ne s'agit pas uniquement de cela. Car le résultat électoral du 25 mai a également



Les parrains. DR

relancé, et même exacerbé, une lutte politique entre deux grandes orientations.

### Les garants de «*l'esprit original*»?

Un secteur du grand capital (sans doute majoritaire, en tout cas substantiel) considère en effet que la victoire du FN aux élections européennes, qui constitue pour lui un vrai sujet de préoccupation, invalide ou impose de revoir la ligne politique jusqu'à présent suivie majoritairement à l'UMP, consistant à reprendre une partie

du programme du FN dans l'espoir de vampiriser ses électeurs. C'est à cette orientation que répond le «*triumvirat*». En résumé, Fillon-Juppé-Raffarin veut en finir avec la ligne Buisson-Copé-Sarkozy qui a mené à l'échec, pour revenir à une politique de droite plus traditionnelle.

C'est Juppé qui l'exprime le plus clairement quand il écrit, sur son blog, que «*nous pourrions nous mettre en situation d'incarner demain une alternance crédible si nous revenons à l'esprit original*

*de l'UMP : la réunion de la droite et du centre ; s'imaginer que c'est en chassant sur les terres idéologiques du FN que nous pourrions nous refaire est un non-sens.*» Et d'enfoncer le clou en défendant des «*racines*» libérales, sociales (si si : «*la cohésion sociale*») et gaullistes contre la vision d'«*une France barricadée dans ses frontières, protectionniste, fermée à l'Europe (...)* rétrograde, passéiste, fermée aux évolutions des mœurs et de la société qui change sous nos yeux (...) apeurée, hostile à la mondialisation, fermée aux autres et à l'enrichissement mutuel des cultures» portée donc par le FN... mais pas seulement par lui!

Vaste programme... Les «*centristes*» (UDI et MoDem), auxquels Juppé proposait dans le même temps l'organisation de primaires communes pour la présidentielle de 2017, ont déjà répondu «*Non*». Et surtout, ces dirigeants qui veulent revenir aux antiennes de la vieille droite n'ont en réalité aucun autre programme à proposer que celui qui est appliqué par la Commission européenne... et le gouvernement de Hollande et Valls.

Bref, l'UMP n'est pas sortie de l'auberge.

Jean-Philippe Divès



Le Maréchal Sisi omniprésent dans les rues d'Alexandrie avant l'élection présidentielle. DR

de la population, c'est la survie au quotidien avec la hausse du chômage due à une économie sinistrée, une hausse des prix vertigineuse, des coupures d'eau et d'électricité très fréquentes. Et cette préoccupation première restera le principal enjeu des mois à venir.

### Situation en suspens

Le pouvoir actuel risque d'être encore plus répressif que le dernier : Sissi doit faire taire toute possibilité de contestation sociale pour tenter de remettre en place l'ordre en vigueur avant 2011. Nous ne sommes plus en juillet dernier lorsqu'il fut porté en héros après avoir destitué le président Morsi par un coup d'État militaire, après

des manifestations de masses rassemblant des millions d'Égyptiens dans les rues. Le soutien dont il pouvait jouir ne peut que s'éroder à l'exercice du pouvoir. La figure de nouveau Nasser qu'il essaye pourtant d'emprunter ne trompe pas les Égyptiens. Avec un programme quasi inexistant, il faudrait qu'il apporte de réelles réponses aux problèmes sociaux, avec une restructuration de l'appareil d'État égyptien dont rien n'indique pour le moment qu'il est en capacité de la réaliser. En effet, rien ne montre que Sissi soit en si bonne position dans l'appareil d'État qui fonctionne selon une mécanique obscure d'alliances, tensions, fidélités familiales

et institutionnelles entre les différentes composantes de l'appareil sécuritaire. La situation peut très vite évoluer si les grèves ouvrières, laissées en suspens durant la campagne présidentielle reprennent. Tout aussi déterminante sera la structuration des forces révolutionnaires (Mouvement du 6 avril, Socialistes révolutionnaires, Pain et liberté...) au sein d'un front, comme celui qui s'est constitué dans les mobilisations contre la loi restreignant le droit de manifester en janvier dernier. Ce n'est qu'ainsi qu'il sera possible de créer une alternative à la fois à l'armée et aux Frères musulmans.

Du Caire et d'Alexandrie, correspondantEs NPA

## Le chiffre 6%

C'est le taux d'imposition de Gérard Depardieu pour ses revenus déclarés en Russie. Le nouveau citoyen russe a envoyé au fisc russe sa première déclaration de revenus. Bonne affaire : en France, 8,5 millions de ménages sont imposés à plus de 6% à l'impôt sur le revenu. Désormais, Depardieu sera moins taxé que 23% des foyers français... (source : Boursier.com, 30 mai 2014)



## Agenda

### Samedi 7 juin, manifestations antifascistes.

Un an après la mort de Clément Méric, manifestations dans plusieurs villes. À Paris, à 14 h place de la Bastille.

### Samedi 7 juin, réunion sur l'écosocialisme, Cauffry (60).

Organisé par Ensemble, le PG et le NPA de l'Oise, avec Christine Poupin (NPA) et Corinne Morel-Darleux (PG), à partir de 14 h à la Ferme du Moulin, rue du Moulin.

### Du samedi 7 au lundi 9 juin, fête de Lutte ouvrière, Presles.

Le NPA y tiendra un stand durant les trois jours et débattrà avec LO dimanche à 18 h.

### Dimanche 8 juin, rencontres de l'écologie radicale, Montreuil.

À partir de 10 h, à Comme vous émoi, 5 rue de la Révolution.

### Jeudi 12 juin, rassemblement en soutien aux mouvements sociaux brésiliens, Paris.

À l'initiative du collectif unitaire La Coupe est pleine, à 18 h à proximité de l'ambassade du Brésil, 34 cours Albert 1<sup>er</sup>.

### Vendredi 13 juin, fête du NPA 86, Poitiers.

À partir de 20 h au bar associatif et solidaire le Plan B, 30-32 boulevard du Grand-Cerf.

## NO COMMENT

Nous avons besoin d'un chef!

NADINE MORANO, ex-ministre, ex-députée, députée européenne, à propos de l'UMP, le Parisien, dimanche 1<sup>er</sup> juin 2014.

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
01 48 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
01 48 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0414 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6500 exemplaires

**Gérant et directeur  
de publication :**  
Ross Harrold

**Secrétaire  
de rédaction :**  
Manu Bichindaritz

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

COLLECTIF 12 AVRIL

## En route vers le 21 juin



Dans le cortège du 12 avril à Paris. PHOTO THÈQUE ROUGE/MILLO

Le collectif à l'initiative de la marche du 12 avril s'est réuni le mardi 27 mai. Pas évident, deux jours après les élections européennes... Et pourtant la participation des organisations politiques (Front de gauche dans toute sa diversité, NPA, AL) et syndicales (Solidaires, structures FSU et CGT) reste solide, et les associations reviennent mettre en avant leurs spécificités et leurs exigences. À l'ordre du jour, la journée de débats du 21 juin.

L'actualité politique s'est évidemment invitée... Les débats font apparaître des nuances sur l'appréciation des motivations du vote FN et de l'abstention. Les poids respectifs de la question de l'immigration, des rejets de l'«Europe», de la politique gouvernementale et de la «politique politicienne» font débat. Mais tout le monde s'accorde pour dire que les séquences électorales (municipales, européennes) montrent la gravité, la profondeur de la crise sociale, de la montée des inégalités, de l'urgence sociale. Dans le même temps, les réponses proposées par les organisations politiques qui s'affichent comme critiques par rapport au gouvernement sont apparues peu audibles, face à une politique républicaine aux exigences du patronat. Mais l'essentiel d'un constat partagé porte sur la faiblesse des mobilisations sociales tant au niveau national qu'à celui des nécessaires convergences internationales à construire.

### Des ripostes à construire

Il y a aussi des nuances sur les réponses que peut aider à construire et proposer le Collectif 12 avril : la principale difficulté est de répondre à toutes les urgences sociales (salaires, logement, santé, éducation, droits des immigrés...) et en même temps de «concentrer» nos propositions sous forme de quelques «mesures d'urgences». L'autre difficulté réside dans le respect des prérogatives de chaque organisation avec les spécificités de ses préoccupations, de ses modalités de fonctionnement, de la démocratie en son sein. Les hésitations de certaines d'entre elles à intervenir sur le champ politique, comme lors des manifestations contre l'extrême droite ou contre la conférence sociale, illustrent cette difficulté. C'est dans cette même logique que la poursuite de la construction du Collectif 12 avril doit prendre en compte les réticences devant tout ce qui peut apparaître comme «préformaté», imposé d'en haut, de «Paris»... Transparence et démocratie le disputent à l'urgence et à l'efficacité.

### 21 juin, une journée pour préparer les mobilisations

Dans le sillage de la marche du 12 avril, une journée se tiendra à la Bourse du travail de Paris, de 10 à 17 heures avec des débats et la préparation d'autres initiatives, d'autres mobilisations. La prochaine réunion du Collectif a lieu mardi 10 juin pour préciser l'ordre du jour de cette initiative, avec notamment les thèmes des différents ateliers, les propositions de fonctionnement et les initiatives qui pourront être proposées.

Les discussions du Collectif vont donc se poursuivre dans le cadre de la préparation de cette journée, durant celle-ci bien entendu et par la suite, toujours avec le souci permanent de l'élargissement vers le mouvement associatif, le secteur du droit au travail, les organisations du mouvement des femmes, les jeunes et en direction des régions.

Robert Pelletier

EXTRÊME DROITE

# Grandes manœuvres européennes

Fort de son score élevé obtenu le dimanche 25 mai, l'extrême droite française cherche à construire un groupe parlementaire autour d'elle au Parlement européen...

L'enjeu est considérable : des députés qui peuvent constituer un groupe en bonne et due forme acquièrent, avec le statut de groupe, des moyens considérables. Ceux-ci se chiffrent à deux voire trois millions d'euros par an, pour des postes de «collaborateurEs», des bureaux, l'embauche d'interprètes... Or, pour le moment, l'affaire n'est pas encore gagnée pour le FN. Fort d'un score très important réalisé dans un des pays les plus peuplés de l'Union européenne, ce dernier pourrait en principe prétendre à la direction d'un groupe... s'il voit le jour. Le règlement intérieur du Parlement européen exige en effet que les formations intéressées disposent d'au moins 25 sièges : une condition aisément remplie dans la mesure où le FN français détient 24 mandats à lui tout seul. Mais elles doivent aussi disposer d'élus venant d'au moins sept pays membres de l'Union.

Pour ces élections européennes, le FN français s'était présenté, dans une alliance qui englobait des partis venus de sept pays différents. Six partis d'extrême droite avaient conclu une alliance à Vienne le 15 novembre 2013, où ils étaient réunis sur invitation du FPÖ autrichien. Un septième parti, le PVV néerlandais de Geert Wilders n'était pas allé à Vienne, mais son chef avait rencontré Marine Le Pen le 13 novembre 2013 à La Haye. Wilders

L'EXTRÊME DROITE VEUT CONSTITUER UN GROUPE AU PARLEMENT EUROPÉEN



et Le Pen avaient alors conclu une alliance, complémentaire à celle nouée deux jours plus tard à Vienne.

### Recherche alliés désespérément

Or, sur les sept partis ainsi rassemblés, un n'a pas réussi à entrer au parlement européen, le Parti national slovaque (SNS) d'Ivan Gasparovic, qui a raté son entrée avec 3,6% des voix et donc aucun siège. Aux européennes de 2009, il avait encore obtenu 5,6% et un mandat. En Slovaquie, ce parti avait participé au gouvernement de Robert Fico de 2006 à 2010, puis rejoint l'opposition, mais sa dynamique est en baisse.

Un autre allié, présent à Vienne en novembre 2013, hésite actuellement

encore à rejoindre un éventuel groupe formé autour du FN français et du FPÖ : il s'agit des Démocrates Suédois (SD). Ce parti, fondé en 1988, avait à l'origine un profil clairement néonazi, mais a effectué une «mue démocratique» au cours des deux dernières décennies. À la rentrée prochaine, le 14 septembre 2014, les «SD» doivent affronter les élections législatives en Suède, où ils comptent améliorer leur score obtenu en septembre 2010 (à l'époque 5,7%). Aux européennes, ils ont pu réunir 9,7% des voix en Suède. Pour l'ensemble de ces raisons, ce parti scandinave hésite à s'allier au FN français.

Sur les autres alliés, certains ont vu leurs scores baisser. Le Vlaams Belang

(Belgique) passe ainsi de 9,85% en 2009 à maintenant 4,14%, se voyant coupée l'herbe sous les pieds par la N-VA, un parti de la droite nationaliste flamande ne partageant pas les origines fascistes du VB. En Italie, la Ligue du Nord passe de 10,2% (en 2009) à 6,1%. Ces partis conservent cependant des sièges – cinq pour la Ligue du Nord, un pour le VB – et sont toujours prêts à s'allier au FN.

### Avec les nazis et les fascistes ou avec les «souverainistes» ?

Le parti français a donc deux choix. Il peut rompre son engagement de ne pas s'allier aux partis ouvertement nazis ou fascistes : en Grèce, Aube Dorée (9,39% et trois sièges), le NPD allemand (1,0% des voix et un mandat), et le Jobbik hongrois jugé récemment infréquentable. Il peut aussi essayer de rentrer en négociation avec les partis «souverainistes», au profil anti-euro et souvent anti-immigration, mais refusant d'apparaître comme fascistes, qui jusqu'ici ne souhaitent pas s'allier avec lui. C'est le cas de l'Ukip britannique (27,5% des voix, première place au Royaume-Uni) et du DFP danois (26,7%, aussi la première force du pays lors du dernier scrutin), ou encore du parti des Vrais Finlandais (12,9%).

Le chef de file de cette mouvance, Nigel Farage, le chef du Ukip britannique, ne souhaite jusqu'ici pas entendre parler d'une alliance avec Marine Le Pen et d'autres forces jugées «infréquentables». Or, dans le groupe constitué autour du Ukip entre 2009 et 2014 au Parlement européen («Europe libertés démocratie»), on trouvait aussi la Ligue du Nord en Italie et le SNS slovaque, désormais ouvertement alliés au FN français depuis fin 2013. Il y avait aussi le Mouvement pour la France (MPF) de Philippe de Villiers et le Laos grec, disparus tous les deux du Parlement européen tout comme le SNS. Aussi, Farage se trouve lui aussi peut-être devant la nécessité de composer, oubliant son discours d'avant le scrutin...

Bertold du Ryon

## FN Organisons vite la riposte!

Avec 25% des suffrages exprimés dans les urnes aux élections européennes, le Front national se targue sans vergogne d'être «le premier parti de France»...

Affaibli par l'accumulation de scandales financiers et une vacance provisoire de sa direction, l'UMP est reléguée loin derrière tandis que le Parti socialiste, rongé par une baisse vertigineuse de sa crédibilité au sein des couches populaires, fait son plus mauvais score depuis fort longtemps. La «gauche de la gauche», toutes tendances confondues est réduite quant à elle au seuil de figurante.

Ce climat particulièrement délétère explique sans doute la faiblesse des mobilisations qui ont suivi la défaite électorale du 25 mai. Toutes proportions gardées – on ne peut comparer l'élection présidentielle à celle du parlement européen – une question se pose tout de même : où sont passés les centaines milliers de manifestantEs qui surent se mobiliser pour faire barrage à Le Pen dans l'entre-deux tours de la présidentielle de 2002? La crise d'identité de la «gauche», les repaires idéologiques qui donnaient un sens collectif partagé massivement par des millions de personnes (antiracisme, égalité des droits, rejet du fascisme) auraient-ils progressivement disparu, laminés par les succès de la «dédiabolisation» engagée il y a plusieurs années par Marine Le Pen?



Il y a un an, Clément Méric. PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

### JOURNÉE DE MANIFESTATION ANTIFASCISTE SAMEDI 7 JUIN

À Paris : 14 h place de la Bastille

Autres manifestations :

<http://www.npa2009.org/evenement/manifestations-antifascistes>

Il y eu bien eu jeudi 29 mai quelques manifestations et rassemblements à Paris et dans quelques villes – et nous ne pouvons que les saluer – mais ils n'ont réuni tout au plus qu'une dizaine de milliers de personnes, souvent sur des mots d'ordre confus, sinon contradictoires, où se côtoyaient drapeaux tricolores ou européens et drapeaux des organisations politiques et syndicales (jeunesses communistes

très présentes à la manifestation parisienne, NPA, Front de gauche, Solidaires, CGT...).

### Reconstruire un mouvement antifasciste

Pour mesurer l'ampleur du travail de reconstruction d'un mouvement antifasciste conséquent et d'ampleur nationale, il faut lucidement partir de cette réalité. La nier ou chercher des raccourcis constitueraient une erreur aussi tragique que celle qui a été la notre et des forces progressistes en général d'avoir pendant si longtemps laissé le champ libre à l'extrême droite. Le pire n'est jamais

certain et la bourgeoisie aujourd'hui n'a nulle besoin de la mise en place d'un régime autoritaire et fascisant pour imposer à la classe ouvrière sa politique de régression sociale et la répression de celles et ceux qui s'y opposent. Mais à défaut de prétendre au pouvoir, l'extrême droite et le F Haine ont acquis un pouvoir de nuisance en s'imposant comme pivot dans le débat politique, et en exerçant une pression idéologique qui pousse le curseur toujours un peu plus à droite.

Mobiliser le plus largement possible contre l'extrême droite et les bandes fascistes est une priorité. Les échéances ne manqueront pas dans les jours et les mois qui viennent : assises de la Coordination nationale contre l'extrême droite (CONEX) à la fin du mois, préparation d'une grande manifestation nationale à Lyon à l'occasion de la tenue du congrès du FN en novembre... Ce samedi 7 juin, nous rendons hommage à la mémoire de Clément Méric assassiné par des fascistes il y a un an. Pas moins de 27 appels à des manifestations ont été recensés à ce jour. «Ni oublié ni pardon!» : nous y exprimerons notre colère et notre haine du fascisme... Et nous continuerons à amplifier le combat contre la peste brune, qu'elle prenne la forme violente de groupuscules paramilitaires ou celle moins sulfureuse de notables BCBG...  
Alain Pojolat

## UKRAINE Conflit d'intérêts des classes dirigeantes, souffrance des gens ordinaires...

Un résultat prévisible: Petro Porochenko, milliardaire et membre éminent de l'ancienne élite politique, a été élu avec le score triomphale de 54,7% des suffrages exprimés. Cependant, cette victoire annoncée n'est que le revers d'une instabilité liée à la crise politique et sociale dans laquelle l'Ukraine moderne est en train de sombrer de plus en plus profondément.

La campagne électorale Porochenko était plus une invitation au plébiscite qu'une élection démocratique: presque tous les grands médias n'ont pas arrêté de dire que si le président n'était pas élu dès le premier tour avec un avantage écrasant, il n'y aurait pas une seconde chance d'obtenir un pouvoir légitime, seul capable de faire face aux menaces extérieures... Magnat et conformiste, la figure de Porochenko est en soi une concentration de tout ce contre quoi le mouvement de Maïdan s'était battu. Élu en même temps que Porochenko et qui a bénéficié de son soutien, le nouveau maire de Kiev, Vitali Klitschko, a insisté sur la nécessité d'éliminer les barricades de Maïdan immédiatement après sa victoire.

### De Maïdan aux oligarques

Toutes les questions de politique intérieure que ce mouvement a mis en avant – un nettoyage radical de la police et de l'appareil d'État, la lutte contre la corruption, la séparation du grand capital du pouvoir politique direct – sont maintenant enterrées. En outre, jamais dans l'histoire moderne de l'Ukraine, le grand business n'a été autant impliqué directement dans la gestion du pays: aujourd'hui, presque tous ceux qui culminent dans la liste Forbes des plus riches Ukrainiens ont non seulement une influence politique mais occupent directement des postes supérieurs dans l'exécutif. Suivant les instructions du FMI, cette dictature du grand capital a lancé les contre-réformes anti-sociales probablement les plus difficiles de la dernière décennie. Cela a été rendu possible uniquement grâce à



la mobilisation de la nation contre des menaces extérieures... à la fois réelles et imaginaires. L'exemple du rapide passage du soulèvement de Maïdan à une Ukraine oligarchique indique de quoi est capable l'idéologie nationaliste...

Ce danger ne réside pas seulement dans la montée de groupes d'extrême droite: leur réel impact dans la société ukrainienne peut être jugée par les 2% des voix qu'ont été en mesure d'obtenir ensemble lors de l'élection présidentielle les deux candidats d'extrême droite, Oleh Tyahnybok et Dmytro Yaroch. Le principal résultat du nationalisme, c'est l'empressement massif – passif ou actif – à se regrouper derrière les élites dans l'Ukraine actuelle.

### Le poison nationaliste

La réalité de cette guerre civile dans le Sud-Est du pays, c'est la criminelle « opération anti-terroriste » du gouvernement à Donetsk qui a tué des dizaines de personnes ordinaires; c'est le sanglant massacre du 2 mai à Odessa entre les supporters agressifs de la « fédération » et ceux de « l'unité de l'Ukraine »; ce sont toutes ces frontières réelles et imaginaires que les élites construisent entre « nous » et les « étrangers ». Le triomphe de Porochenko est à cet égard le miroir de l'image du soutien record dont Vladimir Poutine bénéficie, selon les récents sondages, auprès de 83% des citoyens russes. Jamais auparavant dans toute

l'histoire post-soviétique, les gens ordinaires n'ont été à ce point soumis à la manipulation venue d'en haut, si dénués de capacités d'initiative et de prise en compte de leur véritable statut d'opprimés. En ralliant les citoyens à « leur » gouvernement, le nationalisme est l'arme la plus puissante et efficace des classes dirigeantes, arme à laquelle ils ont recours en temps de crise. Ainsi, malgré le fait que l'Ukraine est maintenant dans un état de catastrophe économique et que la Russie est entrée en stagnation, des questions comme le niveau de vie ou la hausse du chômage semblent avoir disparues...

### Ni Kiev ni Moscou

Dans cette situation dramatique, la gauche radicale ne devrait en aucun cas se concentrer sur la recherche d'un « moindre mal » ni chercher à qui apporter son « soutien critique ». Si le gouvernement ukrainien est maintenant complètement dépendant de l'impérialisme américain et européen, les soi-disant rebelles dans le Sud-Est de l'Ukraine sont totalement dépendants de Moscou, politiquement et militairement. Dans cette guerre, les victimes sont les gens ordinaires qui souffrent et meurent à la suite de ce conflit d'intérêts entre classes dirigeantes. Notre exigence commune – socialistes russes et ukrainiens – devrait être la suspension immédiate de « l'opération anti-terroriste » du gouvernement de Kiev dans le Sud-Est, ainsi que la cessation complète de toute escalade du conflit de la part de la Russie. De Moscou, Ilya Boudraitskis (traduction Jan Malewski)

## Le monde en bref

### Algérie Exploitation des gaz de schiste, une nécessaire transparence démocratique.

Le 21 mai dernier, le Conseil des ministres algérien a annoncé « un programme de 11 forages pilotes de gaz de schiste ». L'Algérie aurait, d'après les études, la troisième réserve mondiale de gaz de schiste, après la Chine et l'Argentine. De quoi faire carburer de nombreux projets: pour le gouvernement algérien, bien obligé de réfléchir un tant soit peu à l'après pétrole qui assure une confortable rente aux militaires, à la bureaucratie dirigeante ainsi qu'à la bourgeoisie algérienne en formation, mais également pour les groupes étrangers qui exploitent les ressources partout où elles sont rentables.

Les compagnies américaines sont dans les starting-blocks. « Nos compagnies sont intéressées par le marché algérien parce qu'elles ont une grande expérience en matière (d'exploitation) de gaz et de pétrole de schiste qui nous a permis d'assurer un boom économique et une indépendance énergétique. J'espère que l'expertise acquise durant ces dernières années, sera également utilisée en Algérie », a déclaré le secrétaire d'État américain à l'Énergie, Ernest Moniz en visite à Alger le 1<sup>er</sup> juin. Mais les groupes français sont aussi sur les rangs: « Nous prenons acte de la loi et nous étudions la possibilité de chercher ou d'exploiter les gaz non conventionnels en Algérie », indique un porte-parole de GDF Suez. Une véritable aubaine, pour des groupes à la recherche de sources d'énergies capables de remplacer le pétrole. Le seul problème, c'est que, pour le moment, les méthodes d'exploitations sont extrêmement polluantes, et pire, elles ne sont pas rentables! Il faut donc en expérimenter de nouvelles, dans les conditions les moins coûteuses et avec le moins de contraintes écologiques, donc le moins de contrôle démocratique possible. D'où l'Algérie, pays dans lequel, en plus de l'oppression coloniale, la France a une vieille tradition de champ d'expérimentation – nucléaire – au coût incalculable pour l'environnement et les populations 50 ans plus tard!

Cathy Billard

### Retrait des troupes US en Afghanistan: Mission accomplie?

Obama vient d'annoncer que les USA allaient enfin quitter l'Afghanistan. Pourtant, en 2015 il restera encore 10 000 soldats, avant un retrait complet en 2016. Mais après, combien seront-ils en réalité? Combien de conseillers de l'ombre, de forces armées prêtes à intervenir dans la région à tout moment? Et avec une police et une armée afghanes formées par les USA, le pays serait censé pouvoir voler de ses propres ailes et assurer la sécurité d'une société libre et démocratique. Qui peut le croire? Après 13 ans d'occupation américaine, le bilan est désastreux. Des centaines de milliards de dollars de dépenses militaires, des dizaines de milliers de tués et de blessés, des centaines de milliers qui ont fui la guerre et la misère... La corruption règne partout, les seigneurs de la guerre et les barons de la drogue exercent un immense pouvoir, jusqu'au sein du gouvernement. La production de l'opium a de nouveau explosé. Son exportation est responsable de 90% de la production mondiale d'héroïne. Quant aux avancées démocratiques, pour ne prendre que celle qui fut la plus mise en avant pour justifier l'invasion – les droits des femmes –, le bilan est terrible: 36% des filles afghanes vont à l'école, 11% des femmes savent lire et écrire, et les violences qui leur sont infligées ne cessent de s'amplifier. Après le retrait des troupes US, l'Irak sombre de plus en plus dans le chaos. En Afghanistan, après le départ de l'armée américaine, combien d'années (ou de mois!) faudra-t-il avant qu'une nouvelle guerre civile éclate, provoquant la chute du régime soutenu par les USA?

Ross Harrold

## NIGER L'accord délétère d'Areva

Après des mois d'intense négociation, de chantage et de menace d'Areva, le gouvernement nigérien et la multinationale française ont signé un accord. Travailleurs et population des sites d'exploitation continuent à payer le prix lourd.

Le Niger a toujours été la chasse gardée d'Areva, héritage des accords néo coloniaux imposés par De Gaulle aux pays africains nouvellement indépendants qui se devaient de fournir la France en pétrole et en uranium. Autant dire qu'Areva a largement profité de la situation...

Selon un rapport de l'ITIE (Initiative pour la transparence des industries extractives) de décembre 2012, l'uranium représente près de 70% des exportations du Niger mais contribue seulement à hauteur de 7,8% au PIB du pays. Deux raisons principales expliquent ce paradoxe. D'abord, le prix payé par Areva: quand sur le marché spot (marché à long terme) le prix du kilo de l'uranium est de 140\$, la multinationale le paye au Niger 80\$... De plus, le code minier nigérien n'était pas applicable à Areva, lui permettant ainsi de se soustraire à ses obligations fiscales.

### Un accord qui reste secret

Qu'apporte donc ce nouvel accord? Peu de choses ont filtré, d'où la revendication de transparence de la société civile nigérienne. L'article 148 de la Constitution stipule que « les ressources naturelles et du sous sol

sont la propriété du peuple nigérien » et l'article 150 oblige que les contrats miniers soient publiés au Journal officiel. Mais c'est aussi une promesse de Hollande, qui déclarait lors de son discours à Dakar: « Le premier de ces principes auxquels j'adhère, c'est la transparence. Vous avez raison d'exiger de toutes les entreprises qui viennent ici investir chez vous ou occuper des positions d'être transparentes et de pouvoir rendre des comptes chaque fois qu'il est nécessaire ». Doit-on rappeler qu'Areva est une entreprise publique?

Si le gouvernement nigérien a bien déclaré que désormais Areva respecterait le Code minier de 2006, c'est pour préciser aussitôt que la multinationale française bénéficierait de l'exemption de la TVA, d'où la perte d'une quinzaine de millions d'euros. De plus, Areva pourra prolonger le report de l'exploitation de la mine d'Imouraren qui occasionne aussi un important manque à gagner.

### Le danger du nucléaire commence au Niger

Mais au-delà de cet accord, le danger du nucléaire reste posé. Les conditions d'exploitation de l'uranium impactent la santé des populations



Une exploitation d'Areva au Niger. DR

et des mineurs nigériens. En effet on considère que pour la production d'une tonne d'uranium, 2000 tonnes de débris radioactifs sont produits. Ces déchets sont entreposés à l'air libre, sujets aux vents et aux tempêtes de sable. À cela, il faut ajouter la production du gaz radon, hautement cancérigène, provoqué par l'extraction des minerais. La question de l'eau est aussi inquiétante. Elle est nécessaire à la transformation du minerai en yellowcake (poudre compactée de couleur jaune), et Areva a quasiment utilisé 70% des nappes phréatiques. Une

fois utilisée, cette eau reste radioactive pendant des années, et stockée dans des bassins qui sont loin d'être optimum, puisque l'un d'eux s'est effondré, libérant des tonnes d'eau radioactives.

Au sud, avec l'extraction de l'uranium, ou dans les pays du nord, avec son utilisation à des fins civiles et parfois militaires, les dégâts environnementaux et sanitaires du nucléaire impliquent la cessation de ces activités et la prise en charge financière par Areva de la décontamination et du suivi médical des populations. Paul Martial

# Il y a 25 ans en Chine...

## LE MASSACRE DE TIAN'ANMEN ET LA RÉPRESSION DU « MOUVEMENT DU 4 JUIN » 1989



Dossier réalisé par Pierre Rousset

**L**e 4 juin 1989, l'armée a brisé dans le sang le plus grand mouvement de contestation que la Chine ait connu après l'engagement des réformes post-maoïstes une décennie plus tôt. L'écrasement des manifestations de la place Tian'anmen à Pékin, de même qu'en province, a porté un coup très dur aux résistances sociales et démocratiques – dégageant la voie à une véritable contre-révolution bourgeoise.

Ainsi, en 1992, l'homme fort du Parti communiste chinois (PCC)<sup>1</sup>, Deng Xiaoping a pu prononcer, à l'occasion d'un voyage dans le sud du pays, un discours devenu fameux où il traçait la « ligne de marche » d'une transition accélérée vers un nouveau capitalisme (sous couvert de « socialisme de marché aux caractéristiques chinoises »...). En 1989, l'ampleur, la radicalité protestataire et l'importance politique des luttes symbolisées par l'occupation de la place Tian'anmen étaient évidentes – et la répression sanglante dont elles ont été victimes a provoqué une profonde onde de choc internationale. En revanche, il n'en allait pas de même en ce qui concerne sa signification historique : la bureaucratie chinoise visait à donner naissance à une nouvelle bourgeoisie, un nouveau capitalisme, et cette mutation ne pouvait se faire que sous un régime autoritaire, car il impliquait une véritable explosion des inégalités sociales. Or, le retour au pouvoir de Deng Xiaoping, une dizaine d'années auparavant, avait nourri bien des attentes démocratiques. Il avait en effet été lui-même l'un des principaux dirigeants du Parti communiste victimes du règne hyperbureaucratique instauré après la Révolution culturelle de 1966-1969. Il avait annoncé



la « modernisation » du pays et engagé des réformes souvent favorablement accueillies, en particulier dans la paysannerie et chez les intellectuels.

### Une décennie de lutte démocratique

Cependant, si Deng Xiaoping promouvait « quatre modernisations » (agriculture, industrie, défense nationale, sciences et techniques), une « cinquième

modernisation » manquait à l'appel : la démocratie ; y compris le droit de créer d'autres partis que le PCC.

C'est elle que réclamait déjà en 1978-79 le dissident Wei Jingsheng – un ancien garde rouge de la Révolution culturelle – dans un journal mural placardé sur le Mur de la Démocratie à Pékin. L'occupation de la place Tian'anmen de 1989 ne tombe donc pas du ciel, elle est préparée par une

succession de luttes. Après le premier Printemps de Pékin (1978-79), d'importants mouvements étudiants (et sociaux) ont lieu en 1983, 1985, 1986-87. Ils dénoncent en particulier l'insécurité qui règne sur les campus, le manque de débouchés et le favoritisme dont bénéficient des enfants de parents membres du Parti. Des pétitions réclament la libération des prisonniers politiques. Outre les réformes politiques,

ces mouvements réclament la liberté d'association (en particulier la création de syndicats étudiants indépendants) et la transparence – concernant tout particulièrement le niveau de vie des cadres et de leur famille. Les années passant, Deng apparaît de moins en moins rénovateur, en particulier en matière d'ouverture politique. D'autres dirigeants du PC, jugés plus réformateurs, sont écartés du pouvoir. C'est le cas de Hu Yaobang en 1987, soupçonné d'avoir soutenu les revendications démocratiques des étudiants. Sa mort (naturelle), le 15 avril 1989, constitue le détonateur d'un immense mouvement de protestation. Ce jour, puis les 16 et 17 juin des manifestations se déroulent place Tian'anmen. Le 18, quelques milliers d'étudiants y organisent un sit-in, devant le Grand Palais du Peuple (l'Assemblée nationale). L'occupation a bel et bien commencé et des affiches enflammées, critiquant Deng Xiaoping, sont placardées dans les campus. Le mouvement s'étend.

Il s'agit d'un mouvement socialement composite, comprenant étudiants, professeurs de l'enseignement supérieur, intellectuels et ouvriers – même si ce sont avant tout les étudiants qui donnent le ton de l'occupation de la place Tian'anmen où ils ont établi un Quartier général.

1- De retour au pouvoir, Deng Xiaoping s'est gardé de truster les titres. Il n'était officiellement que président de la Commission militaire centrale, mais il avait placé nombre de ses fidèles à la tête du parti et de l'État et constituait donc le pivot de la direction.

## De la co au mas

À la veille des funérailles officielles de la place Tian'anmen avant que le peuple et une délégation

**L**e 22, des heurts violents se produisent en province à Xi'an et Changsha. La censure frappe à Shanghai où une publication voulait demander la réévaluation du limogeage de Hu. Le 26 avril, le *Quotidien du Peuple* dénonce les « troubles à l'ordre public » et toute nouvelle manifestation est interdite. Mais la censure n'est pas encore la règle, et de façon générale, les médias chinois peuvent parler des événements. Le pays est informé.

### Le mouvement s'étend et se radicalise

Les étudiants mobilisés fondent leur propre association autonome. Une première grande manifestation a lieu à Pékin, évaluée à 50 000 personnes. En province, les ouvriers entrent en lutte, dénonçant eux aussi la corruption et le luxe dans lequel vivent les cadres du PCC, ainsi que l'inflation, le chômage. Des manifestations ont lieu dans un nombre croissant de villes (plus de 400 ?) comme Chongqing, Shanghai ou Urumqi (région autonome ouïghoure), la Mongolie Intérieure, Hongkong, Taïwan, la diaspora en Europe et aux États-Unis. À la suite des universités, le boycott des cours se propage dans les lycées. Des habitants et bon nombre d'étudiants de province « montent » à Pékin pour participer à l'occupation de la place Tian'anmen. On y chante parfois *l'Internationale*...

Les 12 et 13 mai, véritable tournant dans la lutte, des étudiants entament une grève de la faim illimitée qui finit par entraîner plus de mille jeûneurs. Elle soulève beaucoup d'empathie populaire. À Pékin notamment, une bonne partie de la population affiche son soutien. Des cortèges viennent sur la place afficher leur solidarité : étudiants, ouvriers, cadres et même parfois des policiers. Plusieurs centaines de milliers de personnes se retrouvent ainsi quotidiennement. De nombreuses organisations politiques et civiles expriment leur sympathie. La Croix-Rouge chinoise mobilise un important personnel pour apporter une assistance médicale aux grévistes de la faim. Des pourparlers sont engagés avec les autorités dont les médias rendent compte. Cependant, la confusion règne : le mouvement n'a ni direction centrale ni programme collectivement défini – l'indécision règne par ailleurs aux sommets du parti et de l'État. Le climat politique apparaissait relativement ouvert en ce printemps 1989. Les manifestants savaient qu'ils pouvaient compter sur des soutiens au sein même de la direction du PCC, notamment de la part de Zhao Ziyang, alors secrétaire général du Parti communiste. C'est probablement l'un des facteurs qui ont permis à l'occupation de la place Tian'anmen de durer si longtemps : du 15 avril au 4 juin 1989 – et qui explique que des tentatives de négociations avec le pouvoir se soient menées à plusieurs reprises.

# Manifestation du 15 avril sacre du 4 juin

cielles de Hu Yaobang, la nuit du 21 au 22 avril, quelque 100 000 étudiants envahissent la son accès ne soit interdit par la police. Ils se rassemblent devant le monument aux héros demande à assister aux obsèques. À Pékin, ces rassemblements sont pacifiques.



Le 4 mai 1989, les étudiants manifestent à Pékin pour demander des réformes. DR

## Un événement, de nombreux noms

En Chine, ce mouvement est connu sous le nom de « mouvement du 4 juin » ou simplement « 6-4 ». Pour les autorités, il s'agit officiellement des « troubles politiques du printemps et de l'été 1989 ». Dans le reste du monde, il est appelé « massacre de la place Tian'anmen », « massacre du 4 juin » ou encore « massacre de Pékin ». En France, on parle également du « printemps de Pékin », par analogie avec le Printemps des peuples ou avec le Printemps de Prague. L'expression « 4 juin » étant taboue et censurée, les internautes chinois en ont inventé une autre, « 35 mai », pour contourner la censure de l'Internet<sup>1</sup>.

1- Tiré de Wikipédia, *op. cit.*



Ci-dessus: Le 4 juin 1989, après une intervention de l'armée chinoise (DR), et ci-dessous: Le 4 juin 1989, des manifestants sur un char de l'armée chinoise (DR).

### Le pouvoir réplique

Le 19 mai, Zhao Ziyang est venu place Tian'anmen s'adresser directement aux grévistes de la faim. Il les exhorte à recommencer à se nourrir et promet que le gouvernement négociera sérieusement sur les exigences du mouvement : « Je vous dirai cette seule chose. Si vous cessez la grève de la faim, le gouvernement n'en profitera pas pour mettre fin au dialogue, certainement pas ! » Il semble prêt d'être entendu et l'opinion s'attend à une sortie par le haut de la crise. Mais Zhao est mis en minorité au sein de l'appareil. Deng Xiaoping bascule du côté des tenants d'une répression frontale, comme le Premier ministre Li Peng. Le 20 mai, la loi martiale est instaurée. Neuf hauts gradés de l'armée s'y opposent. Rien n'y fait. Des hauts cadres du PC favorables au mouvement sont limogés et placés en résidence surveillée. C'est le cas de Zhao Ziyang qui y restera les 15 années suivantes : quand il meurt en 2005, il n'aura pas droit à des funérailles nationales. Notons que les personnalités politiques dont le mouvement se réclamait (Hu Yaobang) ou recevait le soutien (Zhao Ziyang) étaient favorables aux réformes économiques. Ils s'étaient opposés durant les années 1980, de concert avec Deng Xiaoping, à d'autres dirigeants comme l'économiste Chen Yun qui réclamaient un arrêt de ces réformes. Ils étaient en fait très proches de Deng Xiaoping lui-même dont la

position concernant la répression du mouvement semble avoir été longtemps hésitante.

Cependant, policiers et militaires stationnés à Pékin s'avèrent incapables de mettre fin à l'occupation de la place Tian'anmen, voire sympathisent avec les manifestants. On évoque des dissensions au sein de l'armée. Le pouvoir ordonne alors le transfert sur la capitale de troupes provinciales, soit quelque 200 000 soldats de 22 divisions provenant de 13 corps d'armée. Les Pékinois érigent des barricades aux carrefours, constituent des barrages routiers, brûlant des bus, jettent parfois des pierres aux soldats. Une colonne de véhicules militaires est incendiée. Les soldats tirent à balles réelles, les chars font feu. Les combats se poursuivent dans les rues qui entourent la place, des officiers sont extraits des chars, puis battus, voire tués. Des conducteurs de rickshaw (tricycles) secourent les blessés.

### Manifestations et répression continuent

Dans la nuit du 3 au 4 juin, un ultimatum est présenté aux manifestants de la place Tian'anmen (ils sont encore quelques milliers). Les dirigeants étudiants sont divisés sur la décision à prendre. Ils soumettent la question à un vote : quitter la place ou rester et en subir les conséquences. Ultimatum rejeté. L'attaque des forces armées est violente. Avant 6 heures du matin, la place est vidée. Il y aurait beaucoup de victimes aux alentours<sup>1</sup>. Après la vague de répression à Pékin, les manifestations se poursuivent dans une grande partie du pays pendant plusieurs jours, la population arborant le noir en signe de protestation. Le gouvernement reprend assez rapidement le contrôle et démet de leurs fonctions les fonctionnaires ayant favorisé ou toléré les manifestations. Il est difficile de savoir combien de personnes ont été tuées dans l'ensemble du pays, plusieurs milliers probablement.

1- Il y a semble-t-il beaucoup de confusion et de témoignages contradictoires sur le détail des événements, ou sur le nombre de morts. Voir : [http://fr.wikipedia.org/wiki/Manifestations\\_de\\_la\\_place\\_Tian'anmen](http://fr.wikipedia.org/wiki/Manifestations_de_la_place_Tian'anmen)

## Regards rétrospectifs



Dans son numéro 52, la revue *Agone*<sup>1</sup> présente un ensemble de textes sur la Chine, tous préalablement publiés en Grande-Bretagne dans la *New Left Review*. Dans l'un d'entre eux, qui remonte à 1999, trois figures du Mouvement du 4 Juin, vivant aujourd'hui en exil, portent dix ans après un regard rétrospectif sur les

événements et discutent de leur portée sur « l'avenir de la Chine » : Wang Dan – qui fut incarcéré en 1989-1993 et 1995-1998 avant de pouvoir quitter le pays –, Wang Chao-hua – l'une des deux seules femmes recherchées en tant qu'organisatrices principales de la lutte et qui réussit à s'enfuir – et Li Minqi, arrêté en 1990 et incarcéré deux ans pour avoir prononcé un

discours commémorant le premier anniversaire du 4 Juin. L'un des aspects les plus intéressants de ce « dialogue » concerne les rapports entre classes sociales dans ce grand mouvement démocratique, et notamment entre ouvriers, intellectuels et paysans à l'heure où se développe l'économie de marché.

<sup>1</sup>– *Agone* n°52 « La Chine et l'ordre du monde », octobre 2013, 20 euros.

# Un mouvement socialement composite

De manière assez classique en République populaire de Chine, il y a eu en 1989 un lien assez étroit entre les luttes de fractions au sommet du parti (et la façon dont elles sont perçues dans la population) et l'irruption d'un mouvement de grande ampleur qui expriment l'acuité de tensions sociales dont la portée dépasse de très loin les enjeux politiques immédiats.

Les thèmes autour desquels les mobilisations s'unifient sont eux aussi classiques. Tout d'abord, la dénonciation de la corruption, du népotisme et des privilèges que s'accroissent les cadres – une question récurrente que l'on retrouve tout au long de l'histoire de la République populaire. Ensuite l'exigence démocratique, cette « cinquième modernisation » qui avait été le drapeau du Mouvement démocratique chinois une décennie auparavant et dont on peut chercher des précédents jusqu'en 1957, avec le Mouvement des Cent fleurs. Enfin, une réaction contre l'accroissement des inégalités, les pressions croissantes pour éroder le statut des ouvriers des entreprises d'État et renforcer le pouvoir des directeurs, ainsi que l'absence de reconnaissance et de débouchés pour les étudiants diplômés.

### Intellectuels...

Cependant, le contexte a changé. Ce qui est confusément en cause, c'est la nature de la « modernisation » en cours – et non pas un retour à l'ordre maoïste antérieur, toujours largement discrédité. Le cas des intellectuels est symptomatique. Ils se sont retrouvés en bas de la hiérarchie officielle des classes sociales après la révolution de 1949. Ils ont été des victimes de choix, lors des violences fractionnelles dans lesquelles a sombré la Révolution culturelle des années 60. Ils ont terriblement souffert. Dans leur grande majorité, les intellectuels rejettent alors sans autres formes de procès le marxisme. Ils portent un regard très a-critique, naïf même, sur l'idéologie néolibérale dominante dans le monde. Ils appellent de leurs vœux une économie de marché. Ils ont soutenu Deng Xiaoping et ne veulent surtout pas d'un « retour au passé » ; mais ils se rendent compte que « l'enrichissement de tous » qu'il avait promis devient un « surenrichissement de certains » et que la plupart d'entre eux ne seront pas des élus du nouveau régime. Les enseignants du supérieur, pour leur part, considèrent qu'ils sont bien insuffisamment payés. Beaucoup d'intellectuels sont influencés par la politique de « Glasnost » (« transparence ») introduite en URSS par Mikhaïl Gorbatchev.



Le 13 juin 1989, l'ordre règne... DR

De fait, concernant les politiques alternatives, d'importantes divergences opposent les composantes sociales du mouvement. Durant la seconde moitié des années 1980, l'inflation et le chômage ont commencé à frapper le salariat. Sans être « maoïstes », nombre d'ouvriers aspirent à retrouver les protections sociales d'antan. En revanche, les intellectuels veulent l'accélération des réformes : ils ne pourront parler au nom de toute la société « d'en bas », aspirant eux-mêmes à intégrer la société « d'en haut ».

### Et ouvriers

Place Tian'anmen, les ouvriers se regroupent dans leur propre « carré ». Des cortèges de travailleurs des entreprises d'État viennent par camions entiers afficher leur soutien au mouvement, sans pour autant avancer leurs propres revendications. Néanmoins, une Association autonome des Travailleurs se manifeste, indépendante des syndicats officiels, rejointe dans le feu des événements par Han Dongfan qui animera plus tard le *China Labour Bulletin*. La Fédération des syndicats chinois, bien que subordonnée au PCC, a elle-même été impactée par les événements. Elle est agitée de débats : faut-il entrer en grève ? La décision de le faire n'allait pas de soi non seulement pour les cadres syndicaux du rang, mais aussi pour les simples travailleurs. Il y a beaucoup d'exemples de contacts établis entre étudiants et travailleurs, soit sur les lieux de mobilisations comme la place Tian'anmen, soit devant les entreprises. Ils

ont cependant du mal à se stabiliser. Avec le mauvais souvenir de la Révolution culturelle, les ouvriers hésitent à se laisser embarquer dans une aventure. Quant aux étudiants, dans leur masse, ils vivaient pour l'essentiel une révolte spontanée, générationnelle, contre une culture dictatoriale et ses injustices. Au-delà de l'aspiration à se rebeller « tous ensemble », rares étaient celles et ceux qui se posaient dans une perspective stratégique la question des liens avec le monde du travail. En bien des endroits, semble-t-il, des ouvriers mènent leurs propres luttes – mais il faudrait pour en prendre la mesure se pencher sur ce qui s'est passé en province, au-delà de la place Tian'anmen. Malheureusement, à la différence du passé, ils ne reçoivent pas le soutien d'une intelligentsia progressiste – qui n'existait alors pas en Chine.

Le Mouvement du 4 Juin est intervenu dans un moment de grande confusion. La continuité d'une tradition politique radicale avait été brisée par l'hyperviolence dans laquelle a sombré la Révolution culturelle, puis par l'hyperbureaucratisme du règne de la Bande des Quatre qui se réclamait de Mao. La portée des luttes au sommet du pouvoir n'était pas évidente, et encore moins la direction dans laquelle les réformes de Deng Xiaoping allaient engager la Chine. Mais ce fut, sans aucun doute, un grand soulèvement émancipateur, ultimement défait. Les résistances sociales vont se poursuivre durant les années 1990, mais cette défaite n'en a pas moins pesé bien lourd.

## GOUVERNEMENT

## Haro sur les seuils sociaux!

Ministre du Travail, François Rebsamen propose de geler le déclenchement des seuils sociaux pour les 3 ans à venir au motif que ces derniers constitueraient « un frein à l'embauche ». Soit pas moins que la disparition de fait des institutions représentatives du personnel...

Ainsi, le gouvernement, dans la droite ligne de celui de Sarkozy, poursuit la destruction méthodique du Code du travail : rien qu'en 2014, le PS a programmé la fin de l'élection prud'homale, celle du repos dominical et de l'inspection du travail. Et il s'étonne ensuite que la majorité du salariat s'abstienne ou vote à l'extrême droite... Mise en place de délégués du personnel dans les entreprises de plus de 11 salariés, d'un comité d'entreprise ainsi que d'un CHSCT dans celles de plus de 50, mais aussi de sections syndicales... la loi de 2008 sur la représentativité lie désormais étroitement la présence syndicale au résultat obtenu aux élections professionnelles. Bref, on veut priver des millions de travailleurs de la possibilité de faire respecter leurs droits et de défendre collectivement leurs revendications, rien que ça!

## Jusqu'où va-t-on descendre ?

1936, 1945, 1968 et 1982 : autant de dates importantes dans la construction d'une représentation du personnel, arrachée par les luttes sociales ou par la gauche au pouvoir, du moins quand elle essayait : c'est du passé (ou presque). Le gel des embauches en CDI? Celui des congés payés? Vivement la prochaine « réforme » socialiste! Le patronat cache mal sa satisfaction, lui qui n'exigeait que le rehaussement de ces seuils. Plus encore, Patrick Devedjian, député UMP, félicite le ministre pour son courage, la droite n'ayant jamais osé mettre en œuvre une telle mesure.

Les syndicats, eux, sont vent debout : le secrétaire général de la CGT fustige « une bêtise » car c'est « considérer que les représentantEs du personnel, les droits des salariéEs, le syndicalisme sont un frein au développement de l'entreprise, alors qu'au contraire c'est une chance ». FO estime un tel gel « inacceptable » et même la CFDT juge l'initiative « déplorable ». Solidaires met en avant le fait que de nombreux employeurs ne respectent pas la législation actuelle, voire dissuadent leur personnel d'être candidat ou la contournent tout bonnement en jouant sur l'effectif via le temps partiel (les seuils sont calculés en équivalent temps plein) ou la mise en franchise.

Un front syndical uni peut se constituer pour contrer ce recul, voir exiger d'étendre la représentation du personnel aux TPE qui en sont actuellement exclus : travaillons-y!

LD

## FRALIB “ Notre lutte était celle du "pot de thé contre le pot de fer" et nous l'avons gagnée ”

## Peux-tu nous résumer les nouvelles de ces derniers jours et ce qui a été gagné?

Après l'annulation de quatre PSE, Unilever a fini par céder sur plusieurs points importants : le transfert des installations administratives et industrielles du site à la Scop des salariés, pour l'euro symbolique ; le soutien financier au démarrage et au développement du plan alternatif des salariés en sécurisant les acquis obtenus et en ouvrant des perspectives sérieuses, notamment par diverses mesures contribuant au développement commercial (recherche de débouchés de production, construction d'une marque, renforcement de l'appareil commercial et administratif...); une contribution de 20 millions d'euros au fonds de roulement ; le financement d'une formation pour les salariés de la Scop ; la participation à la remise en état, au développement, à la modernisation et à la diversification de l'outil de travail ; le maintien des institutions représentatives du personnel pendant une période suffisante permettant la maîtrise du dossier jusqu'à la création officielle de la Scop ; l'obtention d'une prime substantielle de préjudice pour chaque salarié en lutte, venant s'ajouter aux indemnités légales. C'est vraiment dans la dernière ligne droite que l'État a enfin agi pour que le conflit aboutisse, ce qui est à noter, surtout quand



Entretien. Olivier Leberquier est délégué CGT à Fralib à Gémenos (13). Il nous parle de la victoire importante remportée par les salariés après plusieurs années de mobilisation.



DR

on voit ce qu'est la politique de ce gouvernement « de gauche ». Certains ministres d'aujourd'hui s'étaient engagés à réquisitionner la marque « Éléphant », ce qui n'a jamais été tenu. Précisons aussi qu'avec l'ANI mis en place par ce même gouvernement, notre lutte n'aurait pas pu exister et nous serions morts.

## Quel sentiment après trois ans et demi de lutte ?

D'abord, une immense satisfaction, surtout dans le contexte général et après le dimanche noir qui a vu le FN arriver en tête aux élections européennes. Notre victoire est un peu un camouflet pour ce FN qui a été le seul parti à ne jamais dire un mot de soutien à notre lutte, alors que tous les autres partis, même avec une dose plus ou moins forte de mauvaise foi, ont fait un jour ou l'autre une déclaration de soutien. Notre victoire est la preuve qu'il n'y

a jamais de fatalité, même contre une grande multinationale. Unilever, c'est 53 milliards de chiffre d'affaire et 5 milliards de bénéfice net par an. C'est aussi deux milliards de produits vendus dans le monde. Notre lutte était celle du « pot de thé contre le pot de fer », et nous l'avons gagnée.

## Au-delà de la victoire, que représente votre lutte ?

Notre combat pour la Scop, dans lequel nous entrons maintenant, n'est pas gagné d'avance. Le capitalisme est hélas toujours là, et on va être obligé de vivre dedans. Nous ne serons qu'une poche de résistance. Mais nous avons rencontré beaucoup d'autres travailleurs en lutte comme les ex-Pilpa qui ont inauguré leur Scop, ou une petite entreprise de charpentes à Gardanne qui continue à fonctionner.

## Et maintenant ?

Il est difficile de fixer une date précise de démarrage de la Scop. Nous allons d'abord liquider tout ce qui tourne autour du conflit, y compris les aspects individuels. 14 d'entre nous continueront à être

payés par Unilever pendant 2 ans, en comptant le congé de reclassement. Mais nos 1336 jours de lutte ont aussi permis à certains salariés, qui n'avaient pas les annuités pour partir à la retraite, de les gagner. À partir de maintenant, 50 à 60 ex-salariés d'Unilever entrent comme coopérateurs et vont se mettre au travail.

Nous allons pouvoir concrétiser les liens que nous avons noués avec des petits producteurs de thé et de plantes aromatiques, pour établir des rapports sur la base d'échanges équitables, et fabriquer des produits de meilleure qualité... sans avoir à rémunérer des actionnaires. Mais d'ici là, nous allons organiser une grande fête dans notre usine pour fêter la victoire avec toutes celles et tous ceux qui ont été à nos côtés sans répit depuis le début.

## Quel message à celles et ceux qui luttent ?

Se dire toujours qu'il n'y a pas de fatalité, et que si la victoire n'est jamais acquise d'avance, seuls ceux qui ne luttent pas sont assurés de la défaite.

Propos recueillis par Jean-Marie Battini

## « MILLE VACHES » (80) Monstrueuse ferme-usine...

Construite près d'Abbeville dans la Somme, la « ferme des 1000 vaches » est destinée à produire du lait à un prix de revient très bas mais aussi, en récupérant le lisier et le fumier des animaux, à produire de l'électricité au travers d'un énorme méthaniseur...

Cette monstruosité est le symbole de l'industrialisation à marche forcée de l'agriculture dans laquelle les animaux ne sont plus que prétexte à produire de l'énergie et deviennent en réalité un sous-produit industriel. Solidaires du combat de la Confédération paysanne et des riverains, nous publions le billet d'humeur suivant.

## Que voilà de Royal propos...

« Nous sommes là pour une dégustation » aurait répondu hier la ministre de l'Écologie aux membres de la Confédération paysanne qui voulaient faire entendre leur point de vue sur l'aberrante

ferme-usine des mille vaches. Les deux ministres de l'Écologie et de l'Agriculture étaient en effet venus inaugurer le Printemps bio à la Vilette et donc déguster des mets de qualité, de plus en plus réservés aux gens de qualité. Pourtant, alors qu'elle avait demandé depuis des mois à être entendue par le gouvernement, la Confédération paysanne n'a pas eu d'autre choix que de prendre ses responsabilités pour stopper ce projet de ferme-usine qui symbolise l'industrialisation de l'agriculture et la disparition des paysans. Nous sommes en effet à quelques semaines de la

première traite annoncée par Michel Ramery (369<sup>e</sup> fortune de France, patron d'une entreprise de BTP). Cette ferme-usine qui sera gérée par un entrepreneur de l'agrobusiness, emploiera une dizaine de salariés alors que les exploitations agricoles que le projet fera disparaître comptent plus de quarante emplois. Les vaches ne verront jamais la lumière du jour, elles seront nourries de façon industrielle avec des compléments de soja OGM importés et de maïs ensilage et des antibiotiques pour permettre la concentration d'autant d'animaux dans un même bâtiment d'élevage.

Viendrez-vous déguster Madame la ministre ? En attendant, et comme seule réponse du gouvernement, cinq syndicalistes paysans sont derrière les barreaux, accusés de recel d'un « matériel de traite » qu'ils étaient pourtant venus offrir aux ministres. Maryvonne Holzem Venus interpeller les deux ministres, les cinq militants de la Confédération paysanne sont désormais placés sous contrôle judiciaire, et seront jugés le 1<sup>er</sup> juillet. Insupportable!

CorrespondantEs Commission nationale écologie

## INTERMITTENTS



“ Tant qu'un membre du gouvernement sera dans la salle, nous ne jouerons pas ”

Entretien. Nous avons rencontré Samuel Churin de la Coordination des intermittents et des précaires d'Île-de-France pour faire le point sur le mouvement contre l'accord de l'Unedic.



# ÉLECTRICITÉ NUCLÉAIRE Les coûts explosent...

En janvier 2012, un premier rapport de la Cour des comptes sur les coûts du nucléaire mettait enfin à mal le mythe du nucléaire bon marché. Le 27 mai 2014, à la demande de la Commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur les coûts du nucléaire, la Cour des Comptes a sorti un nouveau rapport qui prouve que le coût de production de l'électricité nucléaire s'envole<sup>1</sup>.

Entre 2010 et 2013, la facture a connu une forte hausse, passant de 49,6 euros par mégawatt-heure (MWh) à 59,8 euros/MWh. 10,3 euros de plus en trois ans, soit une augmentation de 20,6%, qui ne « devrait pas manquer de venir impacter les tarifs de vente de l'électricité » comme le souligne à juste titre le *Parisien* du 27 mai. Toutes les composantes des charges d'exploitation sont responsables de cette envolée des prix. Toutefois la Cour des comptes souligne que la raison principale réside dans le choix d'EdF et des différents gouvernements de prolonger la durée d'exploitation des réacteurs au-delà de trente ans puis dans quelques années au-delà de quarante ans. En effet, le montant des investissements à prévoir pour prolonger la durée d'exploitation des réacteurs s'avère, au final, considérable. « Le prolongement de (la) durée de fonctionnement nécessite une augmentation des dépenses d'achats et de logistique ainsi qu'une forte évolution des effectifs. Il explique en partie cette forte évolution des coûts d'exploitation, notamment sur les dernières années », souligne le rapport qui stipule en outre que « dans le cas de la prolongation de la durée d'exploitation jusqu'à cinquante ans, le coût courant économique (CCE) entre 2011 et 2025 serait environ de 62 euros/MWh ».

Autres facteurs d'augmentation, la gestion des combustibles usés (16,3 milliards d'euros fin 2013), les charges de démantèlement (34,4 milliards en 2013, qui « font craindre des surcoûts pour les opérations à venir », ainsi que les charges de gestion des déchets (31,8 milliards en 2013) auxquels on peut ajouter les 8,5 milliards de l'EPR de Flamanville. Ce qui fait dire au Réseau Sortir du Nucléaire « qu'il est donc inéluctable que le coût de l'électricité nucléaire explose, au prix d'une augmentation de la facture pour les consommateurs... et des conditions de travail inacceptables pour les intervenants. »

## Chère et dangereuse...

Il est regrettable, toutefois, que la Cour des comptes se soit interdit d'enquêter sur une comparaison des coûts entre nucléaire et énergies renouvelables, car celle-ci aurait pu se révéler fort instructive. Ce rapport montre que le nucléaire a des coûts de production qui vont croissant. D'autres sources de production d'électricité sont en mesure à l'avenir de passer sous la barre du nucléaire. L'éolien terrestre est passé désormais sous les 70 euros/mWh, le gaz naturel oscille à quelques euros de plus, autour de 74 euros/mWh, et seul le solaire demeure une ressource abondante mais encore très chère, entre 236 et 406 euros/mWh. Mais son



PHOTOTHÈQUE ROUGE/LÉANDRE

prix chute chaque année très rapidement. Le prix des panneaux est en diminution rapide (-10% tous les trimestres). Selon l'Epia (European photovoltaic industry association), « en 2020, le coût de production de l'énergie solaire sera compris entre 80 et 180 euros par mégawatt-heure, alors que celui du nucléaire aura, lui, continué à augmenter ». Ainsi s'effondre le dernier argument des partisans du nucléaire au nom de la juste lutte contre la précarité énergétique (PCF, CGT, FO, LO, etc.). L'énergie électrique nucléaire devient chaque année de plus en plus onéreuse alors que l'accident nucléaire majeur dans des centrales vieillissantes devient de plus en plus probable. Comme le préconise le NPA, il est donc grand temps d'en finir le plus rapidement possible - moins de 10 ans - avec le nucléaire.

**CorrespondantEs Commission nationale écologie**

1 - <http://www.ccomptes.fr/Publications/Publications/>  
Les-coûts-de-la-filière-electro-nucleaire

## LA POSTE Vers une extension du conflit?

Les postiers de Rueil-Malmaison qui ont initié le conflit dans les Hauts-de-Seine ne sont pas partis au départ pour défendre leurs tournées ou leurs conditions de travail : ils se sont mis en grève reconductible majoritaire pour exiger l'embauche en CDI de 4 précaires qui avaient été mis à la porte...

La grève du 92 a d'emblée cherché à fédérer les postiers à partir de leurs propres revendications : La Garenne-Colombes/Bois-Colombes, Courbevoie et Gennevilliers ont rejoint dans la grève le bureau de Rueil, qui grâce à une résistance acharnée, n'a pas subi de réorganisation depuis 1999. Des guichetiers et des colpostiers ont également fait grève avec les facteurs. Les facteurs se sont également adressés à leurs collègues des départements voisins (Yvelines, Paris).

C'est en menant une grève active et contrôlée par les grévistes eux-mêmes que les facteurs du 92 ont fini par forcer la direction à négocier. La direction est prête à céder sur une bonne partie des revendications, mais elle a franchi un nouveau seuil dans la répression avec la bénédiction du gouvernement : quatre postiers du 92 ont passé 10 heures en garde-à-vue le 21 mai, et 10 militants risquent le licenciement pour avoir fait grève et organisé des prises de parole dans les différents



La grève à la Poste d'Épinay-sur-Orge. PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO

centres postaux. Toute cet arsenal répressif et judiciaire ne pourrait pas se déployer sans l'appui du PS, dont la direction est intimement liée à celle de La Poste.

### Regrouper les luttes!

Au départ, les postiers des Hauts-de-Seine étaient isolés. Désormais, les facteurs de Paris 15 sont également en grève reconductible, ainsi que ceux d'Épinay-sur-Orge (91), de Villard-Bonnot (Isère), d'Ajaccio...

Des contacts ont déjà été établis entre les grévistes du 92, du 91 et de Paris 15. Pour la première

fois depuis longtemps, il est possible que des grèves reconductibles touchant des départements différents fassent cause commune face à la direction nationale de La Poste. La Poste craint ce scénario comme la peste. Et elle a raison : c'est en regroupant leurs forces par-delà les divisions de métiers, de statuts, de secteurs que les travailleurs peuvent reprendre confiance dans leurs propres forces et faire plier le patronat.

### Correspondant

Rassemblement le mercredi 11 juin à 18h30 devant le Siège de La Poste (44 boulevard Vaugirard Paris, métro Montparnasse)

## SEITA CARQUEFOU (44) Jusqu'au bout pour l'emploi et la dignité!

L'annonce à la mi-avril de la fermeture de l'usine de Carquefou, première usine française de cigarettes, a fait l'effet d'une bombe pour les 327 salariéEs du site (cf. *l'Anticapitaliste* n°239)...

L'usine est rentable, le groupe Imperial Tobacco fait des bénéfices, et c'est bien pour continuer d'augmenter ses profits sur ses marques les plus rentables et sur les marchés en croissance que le groupe a lancé un plan d'économies de 385 millions d'euros d'ici à 2018. L'usine de Carquefou n'est pas la seule à faire les frais de cette politique criminelle : le fabricant britannique ferme le centre de recherche et développement de Bergerac (30 salariés) ainsi que le site de production de Nottingham en Angleterre (600 salariés).



DR

Les dégâts humains sont considérables. Parmi ces salariéEs viréEs, plusieurs dizaines d'entre eux sont arrivés à Carquefou après des fermetures d'usine Seita à Strasbourg, Lille et Metz. Au carnage social des licenciements, s'ajoutent les pratiques ignobles de la direction qui multiplie les pressions et les humiliations contre les ouvrierEs (fouilles, présence d'huissiers dans les ateliers...) à tel point qu'actuellement, une centaine d'entre eux sont en arrêt maladie. Sans compter l'opacité du groupe quant au plan de restructuration à venir et une fin de non recevoir sur l'ensemble des revendications.

### Blocage du site... et de cinq dirigeants

C'est ce qui a poussé le mouvement à se radicaliser en organisant la retenue de cinq dirigeants du site. Une action volontairement pacifiste, pour leur dignité, qui tranche avec les méthodes de la direction. Une action pour exiger le paiement à 100% des jours de grève, un paiement refusé par la multinationale qui ne veut payer plus de 50% des heures de débrayage et qui exige de faire remonter la production à 50% de ce qu'elle était avant l'annonce de la fermeture...

C'est une ordonnance du procureur de la République, assortie d'une intervention imminente des CRS, qui a contraint les salariéEs à reculer mais ils restent décidés à ne rien lâcher et compte sur cette temporisation forcée pour organiser le mouvement.

Dimanche 1<sup>er</sup> juin, ils étaient environ 200 réunis en assemblée générale pour décider des actions à venir. En priorité, ils doivent protéger leur « trésor de guerre » pour peser dans la balance : près de 7500 cartons de cigarettes d'une valeur de 12 millions d'euros dont il revendique la propriété. La grève et le blocage du site continuent pour qu'aucun camion ne puisse entrer ou sortir. Une marche pour l'emploi est prévue pour le lundi 9 juin.

**Sandra Cormier**

### Pourquoi s'organiser en tant qu'intermittents et précaires ? Comment est envisagée cette convergence ?

La convergence est allée de soi dès 2003. On ne s'est pas appelé « Coordination du spectacle » car notre lutte n'est pas une question de culture, mais une question de droits sociaux (c'est d'ailleurs la responsabilité du ministre du Travail qui est engagée). Le problème posé est celui de l'assurance-chômage. Et à ce titre, le modèle des intermittents qui assure une continuité de revenus pour une discontinuité d'emploi pourrait concerner tout le monde. Nos activités sont par nature courtes et précaires, et c'est pour cette raison que nous avons acquis des droits spécifiques (très fortement détériorés depuis l'accord de 2003). Depuis la reconnaissance de l'intermittence, ce qui était notre spécificité s'est amplifié : 86% des embauches se font désormais

en CDD. Et si nous sommes attaqués, c'est bien parce que le Medef ne veut surtout pas que notre modèle serve aux autres. Plus largement, il est catastrophique de voir combien c'est la disquette du « plein emploi » qui fonctionne encore, y compris pour le NPA. On confond travail et emploi. Mais nous sommes, nous intermittents, l'exemple même que l'emploi ne recouvre pas nécessairement le travail. Ce qu'il nous faut accomplir, en amont, sur les projets, l'apprentissage du texte, tout cela c'est du travail qui n'est pas comptabilisé dans l'emploi. Au mieux, nous sommes payés le premier jour des répétitions alors qu'un travail énorme a déjà été fourni. Ce travail échappe à l'emploi. Il faut donc savoir si l'on considère que ce travail doit être rémunéré. Et si oui, se pose alors la question d'un salaire socialisé qui éviterait des droits sociaux de misère et les stigmatisations.

### Que révèle l'accord de l'Unedic de mars dernier et où en sommes-nous ?

Rebsamen a signé le 9 mars dernier la tribune qui validait nos contre-propositions. Puis il est devenu ministre. Et il nous dit maintenant qu'il va être obligé de valider l'accord car ce dernier est majoritaire. C'est un classique : tous les socialistes soutenaient nos propositions... jusqu'en 2012. Son argument est de très mauvaise foi. Si l'accord arrive sur sa table, c'est inévitablement qu'il est majoritaire ! Et cela n'empêche rien : Aubry en 2000 avait dit non à un accord majoritaire (le Medef et la CDFP avaient alors menacé de quitter l'Unedic, ce qu'ils n'ont évidemment pas fait). Et, d'ailleurs, à propos des intermittents, en 2003, l'accord était aussi majoritaire et les socialistes se battaient contre ! Il ne faut pas se leurrer sur ce qui se joue : soit il agrée soit il démissionne.

Car, dans le Pacte de responsabilité, sur les 50 milliards d'euros, il en y a 2 d'économies qui concernent l'Unedic. Le PS a décidé de faire des économies sur les pauvres et les précaires. Tout cela s'inscrit dans une logique d'ensemble - et l'accord comprend, à ce titre, une attaque sans précédent contre les précaires, les intérimaires (annexe 4), avec l'introduction des « droits rechargeables » qui rendront les chômeurs corvéables à merci, dans l'obligation d'accepter n'importe quel boulot pourri, avec des miettes de droits sociaux.

### Quelles sont les prochaines échéances pour le mouvement ?

La violence qui nous est faite est celle du gouvernement qui avalise la politique du Medef. C'est lui qui applique la politique d'austérité et qui baisse les budgets (ce que la droite n'osait pas

faire), c'est lui qui va très certainement signer l'agrément. Nous avons donc décidé en coordination nationale, et la CGT a rejoint cette proposition, que les membres du gouvernement n'assisteront pas aux festivals : tant que l'un d'entre eux sera dans la salle, nous ne jouerons pas. Une journée de grève est par ailleurs, prévue pendant le festival d'Avignon et d'autres actions sont envisagées. Nous sommes dans une double temporalité : une lutte courte et urgente pour que l'agrément ne soit pas signé et pour que l'accord de l'Unedic ne soit pas appliqué, mais aussi une lutte de longue haleine : nous avons des contre-propositions et nous voulons qu'elles soient étudiées.

**Propos recueillis le 29 mai par Olivier Neveux**

Plus d'infos sur le site de la CIP-IDF : <http://www.cip-idf.org>

**Débat****Autour de l'offensive des extrêmes droites**

Réunissant 70 personnes, la deuxième séance des « débats pour l'émancipation » organisée samedi 31 mai par l'association Pour l'émancipation politique et sociale<sup>1</sup> abordait une question d'actualité: replacer la montée de l'extrême droite dans un contexte plus large, et réfléchir aux relations actuelles de l'extrême droite avec les classes fondamentales de la société.

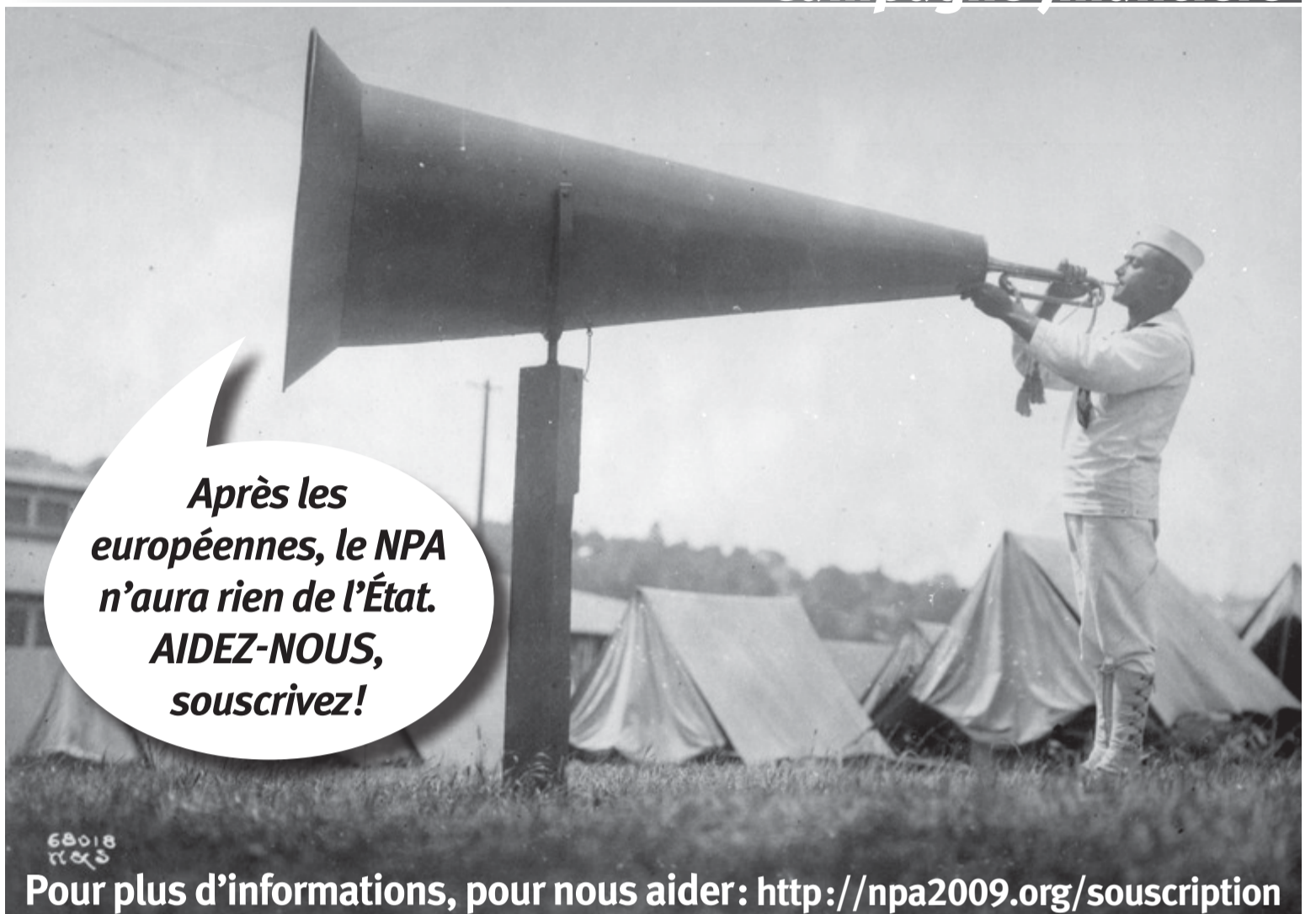
La première table ronde a réuni Maurice Rajsfus, écrivain et ancien président de Ras l'front, et Bernard Schmid, juriste, militant de Visa (Vigilance initiatives syndicales antifascistes). Elle a replacé la montée du FN dans l'histoire de l'extrême droite depuis la Seconde Guerre mondiale. L'extrême droite française a d'abord gagné les couches moyennes écrasées par la concentration du capital et l'exode rural, puis après avoir défendu un discours ultra-libéral, le FN a fait le pari, après la chute du mur de Berlin, qu'il n'y aurait plus de réponse à gauche, et que lui seul pourrait exprimer la colère sociale. Dans la deuxième partie de l'après-midi, l'échange avec Gilles Richard, historien et spécialiste de l'histoire des droites au XX<sup>e</sup> siècle, Christine Poupin, porte-parole du NPA, militante féministe, et syndicaliste dans l'industrie, et Michel Briganti, juriste et co-auteur de *la Galaxie Dieudonné, pour en finir avec les impostures*, a montré que si certains patrons, avec un tissu de petites entreprises, soutiennent le FN, il n'en est pas de même pour les grandes entreprises et les grandes organisations patronales, du fait notamment de sa position sur la construction européenne et l'euro. Dans le même temps, abstention mise à part, le FN apparaît sur le plan électoral comme le « premier parti ouvrier », sans être bien évidemment le « parti des ouvriers »...

**Comprendre pour combattre**

À partir de ces interventions a été abordée la question plus large du lien entre les droites et la société qui met en contexte la place du FN dans le système partisan français. Les débats entre les droites et les gauches, complexes et spécifiques au contexte français, se sont transformés au moment de l'intégration dans l'entité européenne depuis le milieu des années 70. Celle-ci a brouillé le clivage historique droite-gauche, donnant une place particulière au FN comme rassemblement de la famille nationaliste. À également été abordée l'opération « modernité/sédution » du FN en direction des femmes, derrière laquelle se cache une essentialisation de celles-ci et une légitimation du patriarcat, de la famille comme élément central et fondamental de la société, s'appuyant sur l'idée qu'il existerait une « nature féminine », une essence caractérisée par la maternité. Cela alors que les études sur le genre montrent bien que la culture prime sur la nature, l'inné sur l'acquis... Logiquement, cet essentialisme est le corollaire du racisme. Une après-midi riche et stimulante!

**Patrick Le Moal**

1 - La première séance a eu lieu le samedi 15 février autour des thèmes abordés par Olivier Besancenot dans son livre *la Conjuraison des indignes, la lutte des classes au XXI<sup>e</sup> siècle*.

**Campagne financière**

Après les européennes, le NPA n'aura rien de l'État. AIDEZ-NOUS, souscrivez!

Pour plus d'informations, pour nous aider: <http://npa2009.org/souscription>

**Rencontres internationales de jeunes****Une semaine internationaliste**

Voilà bientôt 6 ans que la crise globale du système capitaliste a des conséquences désastreuses aux quatre coins du monde...

Guerras, misère, pauvreté, chômage, précarité, drames climatiques, etc. sont le lot quotidien de millions d'êtres humains, tandis que quatre-vingt-cinq milliardaires possèdent autant de richesse que la moitié de l'humanité! Il est temps, partout à travers le monde, d'en finir avec cette société!

**Partout dans le monde, ils veulent nous faire payer la crise!**

Ces catastrophes sociales et écologiques sont le fruit de la crise et des choix politiques des gouvernants. Le taux de chômage des jeunes atteint plus de 50% dans l'État espagnol ou en Grèce pendant que le droit du travail, les services publics et la protection sociale sont remis en cause partout en Europe. Les grandes puissances, comme la France au Mali et en Centrafrique, mènent des guerres au profit de quelques firmes multinationales. Pour justifier ces appétits impérialistes et éviter toute contestation face aux régressions sociales, les gouvernements usent du racisme et de la xénophobie pour nous diviser.

**Génération révolution?**

Face à ces politiques, des résistances émergent sur tous les continents. Des révolutions arabes aux Indignés espagnols, grecs ou américains, des mobilisations de la jeunesse en Turquie et au Brésil l'été dernier aux grèves de masse en Asie ces dernières semaines, c'est une nouvelle génération militante qui exprime sa rage et sa colère face à un système qui ne nous offre aucun avenir! Nous sommes toutes et tous victimes d'un même système: le capitalisme. Il y a bien une chose qui unit



gouvernements et exploités: nous serons toujours plus la ceinture au profit d'une infime minorité! Pour cela, les capitalistes sont organisés à l'échelle internationale et coopèrent dans le cadre d'institutions comme l'UE, le FMI, la Banque mondiale, ou encore l'OMC et l'ONU.

**Organisons-nous à l'échelle internationale!**

Face à ce système, les opprimés et les exploités doivent s'organiser à l'échelle internationale. Face aux tentations nationalistes et au poison raciste et xénophobe véhiculé par l'extrême droite, nous devons opposer la solidarité et l'internationalisme. Le week-end des 31 mai et 1<sup>er</sup> juin, les jeunes du NPA ont organisé les « 3 jours pour changer le monde! ».

Cette initiative a été une vraie réussite et a regroupé plus d'une centaine de participantEs venus de toute la France.

La prochaine étape, ce sont les Rencontres internationales de jeunes. Il s'agit d'une semaine de débats entre jeunes de toute l'Europe et au-delà, pour discuter de comment changer le monde, renverser le capitalisme, mettre en place une société plus juste et nous offrir un avenir. Cette année, les RIJ ont lieu en France du 3 au 9 août.

Il y a aujourd'hui mille raisons de se révolter. Les RIJ sont une semaine pour passer de ces révoltes à la révolution!

**Damien**

Inscription et informations: [contact-jeunes@npa2009.org](mailto:contact-jeunes@npa2009.org)



Essai



## «L'impératif de la formation n'est qu'un leurre qui sert à rendre le salarié responsable de son incapacité à accéder à l'emploi»

**Entretien.** Docteur en sociologie, ancien représentant de la FSU au sein du Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie, Jean-Marie Canu est le co-auteur – avec Louis-Marie Barnier et Francis Vergne – de la Fabrique de l'employabilité. Quelle alternative à la formation professionnelle néolibérale ? un passionnant petit ouvrage sur la formation professionnelle qui décrypte comment le patronat est parvenu à l'organiser pour répondre à l'impératif néolibéral.

**Qu'appellez-vous «employabilité» ?** L'employabilité n'est pas un concept scientifique, c'est le point d'arrivée d'une construction idéologique entamée par le néolibéralisme à la fin du siècle dernier. Pour les tenants de cette nouvelle orthodoxie, c'est à chaque individu d'entretenir sa propre employabilité, à chacun d'être entrepreneur de son parcours professionnel sur un marché du travail définitivement instable. L'employabilité est donc cet attribut personnel que le nouveau «sujet entrepreneurial» doit s'efforcer d'auto-entretenir par le recours à la formation professionnelle.

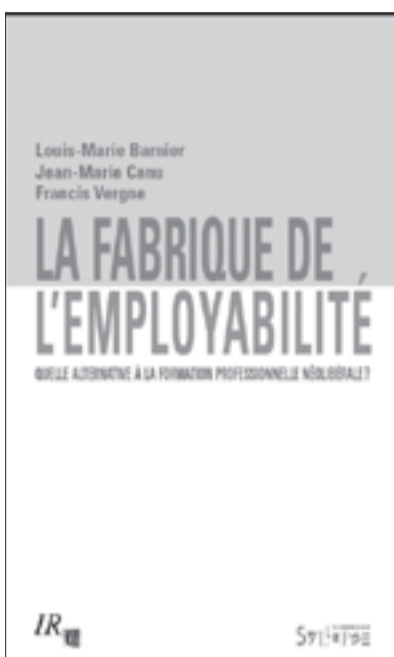
**Quelles sont les relations de l'employabilité avec la «logique compétence» du Medef ?**

C'est lors de son congrès de Deauville en 1998 que le Medef met pour la première fois en avant la «logique compétence». Pour lui, il faut en finir

avec la démarche de savoirs acquis par les individus au cours d'années de formation sanctionnés par un diplôme validant une qualification professionnelle reconnue dans les conventions collectives. À ce cadre collectif qui garantissait un emploi – et une rémunération – correspondant au niveau de qualification atteint, le patronat est parvenu à imposer un système dans lequel ne comptent que les «compétences» dont celui-ci a besoin et qu'il est seul à pouvoir énoncer et évaluer. C'est ce système de marché dérégulé qui s'est imposé aujourd'hui.

**Vous écrivez qu'en réalité le système de formation professionnelle n'atteint pas la cible qu'il est censé viser, à savoir les personnes peu ou pas qualifiées...**

Par delà les larmes de crocodiles versés du côté patronal et les illusions véhiculées du côté de certains syndicats de salariés, nous considérons que cet



«échec» (de la formation professionnelle) n'en est pas un. Car si il y a bien cet impératif de se former (pour assurer encore une fois sa propre employabilité), la réalité du marché du travail, c'est-à-dire le chômage structurel, fait que le patronat dispose d'un excédent permanent de demandeurs d'emploi prêts à occuper des emplois à n'importe quelles conditions. Le cas de l'industrie automobile, que nous avons analysé avec des militants CGT de Renault, montre que les employeurs ont besoin, pour les tâches de production simple, d'une main-d'œuvre polyvalente, interchangeable, mais pas réellement plus qualifiée. Donc l'impératif de la formation n'est qu'un leurre qui sert à rendre le salarié responsable de son incapacité à accéder à l'emploi et à disculper le capitalisme du chômage de masse qu'il produit.

**Propos recueillis par Patrick Le Moal**  
1 – Éditions Syllepse, 2014, 10 euros.

Cinéma



### D'une vie à l'autre

de Georg Maas. Avec Juliane Köhler, Liv Ullmann et Sven Nordin.  
Sortie le mercredi 7 mai 2014

Trotsky écrivait à la fin 1939 que le nazisme et le stalinisme constituait «deux étoiles jumelles». Ce petit film vient nous rappeler que cette caractérisation du «vieux» s'est poursuivie après la défaite militaire du nazisme. De quoi s'agit-il ? Des «Lebensborn», de ces foyers dotés d'une maternité où des «enfants de la honte», issus des amours entre des soldats nazis et des femmes norvégiennes, furent accueillis. Fondés par le SS Himmler, ces lieux n'avaient d'autre visée que de développer la race aryenne. Nombre de mères norvégiennes ne revirent jamais leur progéniture, car, après la guerre, les staliniens entreprirent sous le contrôle de la Stasi d'éduquer les «Lebensborn» au service de leur État totalitaire. Certains enfants parvinrent pourtant à s'échapper et à regagner la Norvège, comme Katrine, l'héroïne du film. Mais avec les nazis comme avec les staliniens, tout est vrai et tout est faux. En 1989, le mur est tombé, des archives se sont ouvertes et des tentatives de faire la vérité ont été faites. C'est la trame du film. Aujourd'hui jeune grand-mère norvégienne, Katrine est-elle bien ce qu'elle prétend être ? Le sujet, puissant, est un peu gâché par une propension à esthétiser les images (Ah la RDA !) et à abuser du flash-back. Cette faiblesse est largement rattrapée par la formidable interprétation des actrices Liv Ullmann et Juliane Köhler.

Sylvain Chardon

Littérature

## Pascale Fautrier, du rouge vif au rose pâle

Les rouges<sup>1</sup>, saga fleuve présentée faussement comme un roman, apparaît comme un récit de la vie de plusieurs générations de militants ouvriers, socialistes puis communistes, parents, grands-parents et arrière-grands-parents de la narratrice. Des résumés des événements politiques contemporains s'enchevêtrent avec des séquences militantes ou intimistes avec plus ou moins de bonheur. Le tout est précédé d'un rappel des luttes populaires depuis les insurrections du Moyen Âge.

Les chapitres qui dépeignent les conditions de vie, les espoirs, les luttes, les conceptions de ces militants sonnent souvent juste et ne manquent pas d'intérêt, en dépit d'un procédé littéraire irritant qui consiste à ponctuer régulièrement les passages par des «disait Madeleine à JC» ou vice-versa. JC pour... Jean-Christophe Cambadélis. Le nouveau président du PS, que Pascale Fautrier a connu chez les trotskistes dits «lambertistes», semble en effet faire l'objet d'une attirance-répulsion qui tourne à l'obsession à la fin d'un livre qui commence par des épopées pour sombrer dans le nomenclisme. On passe ainsi allégrement des prolétaires révoltés aux bagarres internes du PCF et aux misérables magouilles, beuveries et coucheries de quelques clans d'étudiants de l'Unef qui se la jouent bolchevik.

Personne n'ignore que, selon la formule de Marx, l'histoire ne se répète que sous forme de farce. Mais, considérer que les héritiers des rouges de la Commune et de Juin 36 se réduiraient aujourd'hui à ces tristes cliques, c'est une farce un peu grossière. Certes la description des mœurs de ces détentés

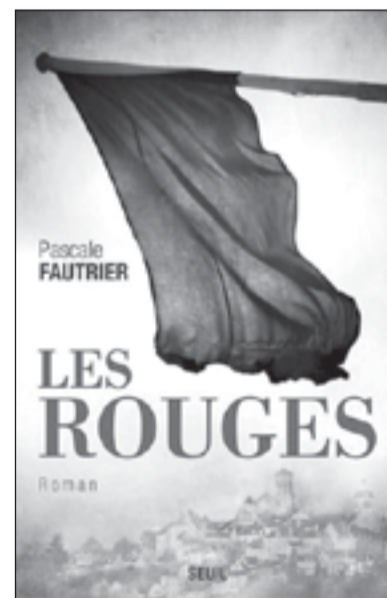
auto-proclamés de la vérité bolchevik-léniniste qui finiront rue de Solférino et à Matignon sent le vécu. Bien que facile, elle est franchement drôle. Mais on s'éloigne beaucoup d'un mouvement ouvrier et populaire qui semble la dernière des préoccupations de tous ces Rastignac plongés avec délectation dans leurs calculs politiciens.

Traumatisée par cette expérience et ses amours déçus avec Cambadélis, l'auteure a définitivement rejeté le marxisme, coupable selon elle de conduire à des dictatures. Elle se revendique désormais de la «Vigilance citoyenne» et renvoie les «extrêmes» dos à dos : «Le discours de la prise du

pouvoir des classes dominées ou du peuple est en lui-même une imposture, et c'est cette imposture qui est la base des régimes totalitaires»<sup>2</sup>. C'est peut-être ce renoncement qui vaut à son pavé une certaine sympathie médiatique, davantage que des «rouges» démoralisés et des communards vaincus sur lesquels les bien pensants versent volontiers quelques larmes dans la mesure où ils ne menacent plus leur quiétude.

Gérard Delteil

1 – Les Rouges, Pascale Fautrier, éditions du Seuil, 2014, 23 euros.  
2 – Sur son blog Mediapart : <http://blogs.mediapart.fr/blog/pascale-fautrier/041210/les-intellectuels-et-l-engagement-messianisme-politique-ou-religio>



## Bande dessinée

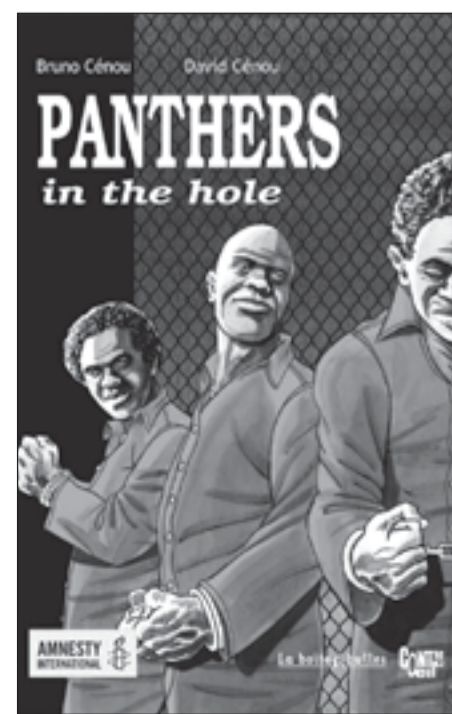
### Panthers in the hole de Bruno et David Cénou

Éditions La boîte à bulles, 2014, 16 euros

BD conçue en partenariat avec Amnesty International, *Panthers in the hole* revient sur le parcours des «trois d'Angola» : Robert King, Herman Wallace et Albert Woodfox, co-détenus au pénitencier d'État de Louisiane. Arrêtés parce que noirs, maintenus en isolement sans raison judiciaire valable parce que membres des Black Panthers, l'administration carcérale s'est acharnée sur eux durant plusieurs décennies. Robert King, dont le témoignage a directement inspiré la BD, a été le premier libéré en février 2001, après 31 ans d'emprisonnement dont 29 à l'isolement dans des conditions effroyables. Herman Wallace est sorti de prison en octobre

2013 mais, condamné par un cancer, il succombera trois jours après sa libération... Albert Woodfox est, quant à lui, toujours incarcéré. Militant sans relâche du fond de leurs cellules, ils n'ont cessé de se battre contre les pratiques inhumaines et humiliantes ayant cours dans les prisons (et ont remporté plusieurs victoires) mais ont aussi œuvré à la création d'une solidarité entre détenus, à contre-courant de la violence et du racisme qui y règnent en maîtres, sciemment entretenus par les gardiens. Très précise dans la reconstitution des faits, *Panthers in the hole* pourrait être une BD documentaire, en noir et blanc (bien sûr) mais avec des choix narratifs et picturaux fortement empreints d'une

esthétique cinématographique. Guère surprenant, un dossier constitué par Amnesty International accompagne le tout, garantissant sans doute la légitimité de l'objet, qui n'en n'a pourtant pas besoin... Moins attendu, le dessinateur David Cénou est un ancien skinhead repent, qui a d'ailleurs publié une BD sur cette part sombre de sa vie, sorte d'autobiographie romancée (*Mirador, tête de mort*, parue en 2013). De l'extrême droite la plus violente à une collaboration avec Amnesty International pour un projet solidaire de militants des Black Panthers, certains parcours sont décidément sinueux...  
Sophie Coudray





- FAUJOUR -

L'Anticapitaliste | Libre expression

## “ La leçon de la Résistance, c'est que même quand on est au fond du fond du trou, il faut continuer à se battre ”

**Entretien.** Auteur de livres qui ont marqué leur époque comme l'Orchestre rouge, Notre ami le roi (auquel a contribué Christine Daure-Serfaty, militante des droits de l'homme qui vient de nous quitter) ou encore le Pull-over rouge, Gilles Perrault a également été l'un des fondateurs et animateurs de Ras l'front dans les années 90. Il publie un Dictionnaire amoureux de la Résistance<sup>1</sup>, une passionnante et très personnelle histoire de la Résistance.



Gilles Perrault. DR

**De quand date ce projet de dictionnaire amoureux ?**

Moi je vis avec ces histoires là depuis ma tendre enfance. Je n'ai pas cessé de m'y intéresser. C'est quelque chose dans quoi je baigne depuis toujours. Le mot important de ce dictionnaire, c'est « amoureux ». Le choix se fait en fonction des amours, des affinités. Autrement dit, ce n'est pas un dictionnaire historique. Je ne prétends pas rendre compte de l'ensemble du phénomène « Résistance », mais je parle de ce qui me fait aimer cette Résistance depuis maintenant 70 ans.

**On a l'impression que vous ne cessez d'être surpris par ceux qui ont fait le choix de la Résistance, choix singulier, choix individuel ?**

C'est ce qui fait que ce phénomène qu'est la Résistance est tout à fait exceptionnel dans notre histoire. C'est un geste individuel. Il n'y a pas de conscription. Il n'y a pas d'ordre de mobilisation. C'est chacun, chacune, qui décide d'y aller, de s'engager, pour des raisons diverses et parfois contradictoires, sans que l'on puisse prévoir qui va s'engager dans la Résistance ou pas... voire s'engager dans la collaboration.

J'ai toujours trouvé passionnant cette « armée des ombres » comme on dit, qui se constitue à partir de décisions, de motivations individuelles, personnelles. De telle sorte qu'il est impossible de prévoir à l'avance qui va s'engager et pour ceux qui s'engagent, dans quel camp ils vont s'engager. Sur un plan presque romanesque, voilà ce qui me rend le phénomène passionnant. Quand les anciens résistants, il n'en reste plus beaucoup, vous parlaient du moment où ils avaient pris leur décision, c'était souvent comme un déclic à la vue de quelque chose qui

les choquait. Par exemple une croix gammée sur un édifice familial : tout à coup, ça devenait insupportable. Dans la Résistance, des gens d'horizons très divers se retrouvent, des adversaires politiques qui s'opposaient très violemment se retrouvent dans les rangs de la Résistance. Vous avez d'anciens cagouleurs, des gens de gauche, d'extrême gauche... il y avait de tout.

**Qu'en est-il des communistes ?**

Il y a eu une longue période, disons de la débâcle du printemps (mai-juin) 1940 jusqu'à l'attaque de l'union soviétique par l'Allemagne en juin 1941, une longue période où pour les militants communistes qui suivaient les ordres de leur direction clandestine, les choses n'étaient pas très claires. En même temps, chez ces militants communistes, il y avait un antifascisme ancré depuis longtemps. Ils savaient bien qu'il n'y avait pas d'amitié possible, de collaboration possible entre communistes et nazis. Mais le fait est, qu'à cause du pacte germano-soviétique, l'engagement des communistes dans la résistance n'est pas allé de soi. Certains se sont engagés dès juin 1940. Un homme comme Charles Tillon rédige dès juin 40 un tract appelant à la lutte contre l'Allemagne nazie. Il y a aussi Georges Guingoin... Les exemples sont très nombreux. Mais le parti dans sa masse ne s'engage pas. C'est la politique du Comintern [l'Internationale communiste dirigée par Moscou] qui déclare que la guerre est impérialiste, et que donc les travailleurs n'ont pas à s'en mêler... Et la guerre cesse d'être impérialiste le 22 juin 1941 quand la Wehrmacht s'attaque à l'Union soviétique.

Ensuite, évidemment, les sacrifices des communistes, leur engagement, furent tellement forts, tellement décisifs, que les atemoiements du début ont pu être passés sous silence ou minimisés.

**Et les poètes ?**

Oui, je parle des poètes, et je dis que la Résistance, ces quatre années ont été l'occasion des grandes retrouvailles entre la poésie et le peuple, même si c'est un peu grandiloquent. C'est vrai que les poèmes ont beaucoup circulé

en samizdat [système clandestin de circulation d'écrits], avec des noms d'emprunt, des pseudonymes. Ça a fait bouger du monde.

**Vous revenez sur De Gaulle et Moulin...**

De Gaulle, c'était le patron. Pourquoi ? parce que les chefs des mouvements étaient tous clandestins, et de plus on ne les connaissait pas avant la guerre. Les Français dans leur masse ignoraient ces chefs : ils entendaient une voix à la BBC, « les Français parlent aux Français ». Les mouvements étaient divers, mais il y avait une voix fédératrice, c'était celle de De Gaulle. Dire que sans De Gaulle, sans Jean Moulin, à la fin de la Résistance, on aurait pu basculer dans la guerre civile, certainement pas. Il y avait des millions de soldats américains et britanniques sur le sol français. Il était complètement invraisemblable que ces armées alliées tolèrent une guerre civile pour la prise du pouvoir en France. D'ailleurs, le Parti communiste l'a bien compris, et c'est pourquoi il a rendu les armes, il a dissout les milices patriotiques. Il n'a pas tenté de prendre le pouvoir car ça n'avait aucune chance d'aboutir.

**Vous présentez un grand nombre de portraits dans votre dictionnaire. Y en a-t-il un qui retient plus que les autres votre attention, votre affection ?**

Peut-être Marcel Rajman, de « l'affiche rouge », ce jeune garçon qui a été fusillé le 21 février 1944 au Mont-Valérien avec 23 de ses camarades. Parce qu'il est jeune, qu'il est enthousiaste, qu'il a le goût du bonheur. Jusqu'à la mort, jusqu'au bout ses lettres vibrent du goût du bonheur et d'amour pour la vie.

Pourquoi est-ce que cette histoire de la résistance continue à m'inspirer ? La leçon de la Résistance, c'est que même quand on est au fond du fond du trou, il ne faut pas désespérer, il faut continuer à se battre, que ce soit les armes à la main comme à l'époque ou autrement aujourd'hui. Pour moi, la résistance, c'est l'antidote au désespoir. Chaque fois que l'on se retrouve dans une situation dure, je pense à cette époque et je me dis que

eux n'ont pas désespéré alors que tout les y invitait. Autrement dit, la partie n'est jamais perdue. C'est tout, mais c'est important.

**Vous avez été un des initiateurs de l'appel des 250 et un des animateurs de Ras l'front. Comment comprenez-vous ce qui s'est passé lors des dernières élections européennes ?**

Il y a une digue qui a cédé. La différence avec les années 90, c'est qu'alors on pouvait créer un mouvement qui s'appelle Ras l'front et ça marchait. Aujourd'hui ça ferait sourire ou hausser les épaules. On s'est habitué à ces idées, en tout cas un grand nombre de nos concitoyens trouvent normal aujourd'hui ce que l'on trouvait anormal il y a moins de 20 ans. Ce qui est grave, c'est que ces idées qui faisaient réagir fortement, se soient banalisées à ce point.

Le Cotentin, la Normandie, ça n'a jamais été une terre d'élection pour le FN. Si on m'avait dit un jour que mon village du Cotentin, mettrait Marine Le Pen et le FN en tête, franchement je ne l'aurais pas cru. Je ne l'aurais même pas cru il y a encore un mois... Ils sont en tête chez nous, un peu partout, dans une majorité de départements français. Ça c'est la signe qu'on s'est fait avoir. « On » a tout fait pour ça. Enfin, je dis « on », c'est la droite, la gauche... Tout a été fait pour que des tas de braves gens se disent « c'est insupportable, on va casser la baraque ».

**Certains camarades parlent d'une période qui ressemble « aux années 30 au ralenti »...**

On ne revivra pas les années 30, on ne revivra pas la Seconde Guerre mondiale qui en a été le couronnement. On aura autre chose qui sera terrible aussi. Parce que ces idées là sont nocives, qu'elles ne peuvent produire que du mal. Ce sera très différent. C'est déjà très différent : il n'y a pas des cohortes en chemises brunes ou en chemises noires qui défilent dans nos villes ou nos villages pour fêter la victoire. Tout se passe doucement, on a changé d'époque. Tout se passe en douceur... mais ça se passe quand même.

**Propos recueillis par Pierre Baton**

1 - Plon, 2014, 22 euros.

## Vu ailleurs

MONDE diplomatique **TRAITÉ TRANSATLANTIQUE.**

Un aigle libre-échangiste américain traverse l'Atlantique pour ravager un troupeau d'agnelets européens mal protégés. L'image a envahi le débat public dans le sillage de la campagne pour les élections européennes. Frappante, elle est politiquement périlleuse. D'une part, elle ne permet pas de comprendre qu'aux États-Unis aussi, des collectivités locales risquent demain d'être victimes de nouvelles normes libérales qui leur interdiraient de protéger l'emploi, l'environnement, la santé. D'autre part, elle détourne l'attention d'entreprises bien européennes – françaises comme Veolia, allemandes comme Siemens – et tout aussi empressées que les multinationales américaines à poursuivre en justice les États auxquels il prendrait la fantaisie de menacer leurs profits. Enfin, elle néglige le rôle des institutions et des gouvernements du Vieux Continent dans la formation d'une zone de libre-échange sur leur propre territoire.

L'engagement contre le grand marché transatlantique (GMT) ne doit donc pas cibler un État particulier, fût-il les États-Unis. L'enjeu de la lutte est à la fois plus large et plus ambitieux : il concerne les nouveaux privilèges que réclament les investisseurs de tous les pays, peut-être pour les récompenser de la crise économique qu'ils ont provoquée. Bien menée, une bataille planétaire de ce genre pourrait consolider des solidarités démocratiques internationales aujourd'hui en retard sur celles qui existent entre les forces du capital.

« Grand marché transatlantique, les puissants redessinent le monde », Serge Halimi, *Le Monde diplomatique*, juin 2014.

**S'abonner à l'Anticapitaliste**  
l'hebdomadaire du NPA - www.NPA2009.org

**Par prélèvement automatique,** Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Hebdo + Mensuel	Jeunes/chômeurs/précaires	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322554755

Date : ..... Signature obligatoire : \_\_\_\_\_

**Par chèque,** à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM				
	Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €	<input type="checkbox"/> 1 an 76 €

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org